

les GREVES en POLOGNE :  
interview d'Edmund Baluka p 8,9  
L'ART BRUT : notre dossier  
spécial p 10,11  
les PROPOSITIONS D'ACTION  
de la LMR encart spécial  
L'EXEMPLAIRE LUTTE DES  
TYPOGRAPHES p 3,4

N° 157 - 30 avril 1977  
SEPTIEME ANNEE

Fr. 2.-

# La brèche

SPECIAL 1er MAI

organe bimensuel  
de la ligue marxiste révolutionnaire  
section suisse de la IVème internationale



40 ANS DE PAIX DU  
TRAVAIL, ÇA SUFFIT!

# sommaire

## ACTUALITE NATIONALE

Convention horlogère 2  
L'initiative du PdT déclarée non valable 2

## SOCIAL

Les typos en grève 3  
Moutier, Jura Sud : l'état de siège 4  
Arguments : grève des typos : Les patrons invoquent la "liberté d'information" ! 4  
Femmes :  
Les femmes et la crise 5

## ACTUALITE INTERNATIONALE

Argentine :  
Défendre les prisonniers politiques  
Les banques suisses et le régime 6  
Afrique Australe :  
Zaire : autour des diamants  
Soweto il y a un an 7

## DOSSIER

Pologne :  
interview de Edmund Baluka,  
leader des grèves de 1970 8 et 9

## DOSSIER CULTUREL

Art brut et subversion culturelle  
Entretien avec Michel Thévoz, conservateur  
de la collection de l'Art Brut 10 et 11  
Le 1<sup>er</sup> Mai : rétro et maintenant 12

## BRECHE SPECIALE 1<sup>er</sup> MAI

Annulons le vol TVA 77 1  
Propositions d'action face à la crise 2 et 3  
Espagne : élections 4

## DANS LE PROCHAIN NUMERO

Banquiers suisses : une fraude géante et permanente (l'affaire du Crédit Suisse).  
TVA : comment elle fonctionnera si le oui passe...  
Femmes : la rencontre internationale de Paris les 28-30 mai.  
Israël : à la veille des élections.  
Culture : le Living Theatre en Suisse romande.

# abonnez-VOUS

Abonnement à la Brèche :  
abonnement de soutien : ..... fr. 100.-  
un an, enveloppe ouverte : ..... fr. 45.-

Journal "La Brèche", CCP 10 - 25 669  
Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale  
1000 Lausanne 17

Ed. resp. C.A. Udry.

Imprimerie : Cedips, Lausanne.



## Abonnement gratuit pour les recrues

Ecrivez-nous,  
La Brèche, 11 rue de la Borde  
1018 Lausanne

Le Living Theatre en Suisse romande  
La Chaux-de-Fonds : spectacle dans la  
rue, "Six actes publics", mercredi 4 mai.  
Lausanne, Casino de Montbenon, les 13  
et 14 mai, et  
Genève, salle de Plainpalais, du 18 au 22  
mai : "Sept méditations sur le sadomasochisme en politique". (20 h. 15).  
Mais où c'est qu'on loue, mais où c'est qu'on loue, c'est de la rigolade, ces infos. — Ben, en tout cas à La Chaux, y'a pas besoin de louer.

## 2ème festival de Jazz de Nyon du 4 au 8 mai

me 4 mai, 20 h., Hall du Collège : Christopher tree (perc.), 6.- fr.  
je 5 mai, 20 h., Aula du Collège : Plasma, Mike Osborne Trio, Chris Mc Gregor  
Brotherhood of Breath, (18.-, ét., ap. 12.-).  
ve 6 mai, 20 h., Aula du Collège : Now's the time, Irène Schweizer (piano solo), Frank Wright Quartet, (18.-, ét., ap. 12.-).  
sa 7 mai, 16 h., Esplanade des Marronniers : Duo, AMR Workshop, Idrees Suliman Quintet, (10.-, étud., appr. 5.-).  
sa 7 mai, 20 h. 30, Aula du Collège : Henri Texier (basse, oud solo), Humair Texier

## Dès le prochain numéro Vous saurez tout sur la brèche

Le journal que vous tenez dans les mains paraît tous les 15 jours. Qui le fait ? Une équipe permanente réduite, des correspondants réguliers ou occasionnels, "amateurs", tout cela avec des moyens financiers dérisoires. Qu'est-ce qui nous a permis de tenir pendant 7 ans, dans ces conditions ? Le dévouement des camarades qui font le journal, qui le diffusent, certes. Mais aussi le soutien des lecteurs : leurs encouragements, et — c'est important ! — leur soutien financier. Mais sans le soutien permanent de l'imprimerie CEDIPS (à Lausanne), sans les cotisations des militants de la LMR — dont une partie sert à couvrir le déficit chronique du journal, rien n'aurait été possible.

Or, aujourd'hui, tous — lecteurs, sympathisants, militants — ressentent le besoin d'améliorer la brèche. L'améliorer pour en faire un meilleur instrument de lutte, ouvert à tout ce qui se passe en Suisse, en Europe et au-delà, mais aussi un instrument de compréhension, à l'aide du marxisme révolutionnaire. Sans sectarisme : car aucun progrès politique durable n'est envisageable sans confrontation, sans débat. Sans austérité : une présentation aérée, illustrée, agréable, claire, ne peut que susciter l'envie de lire et la compréhension des textes.

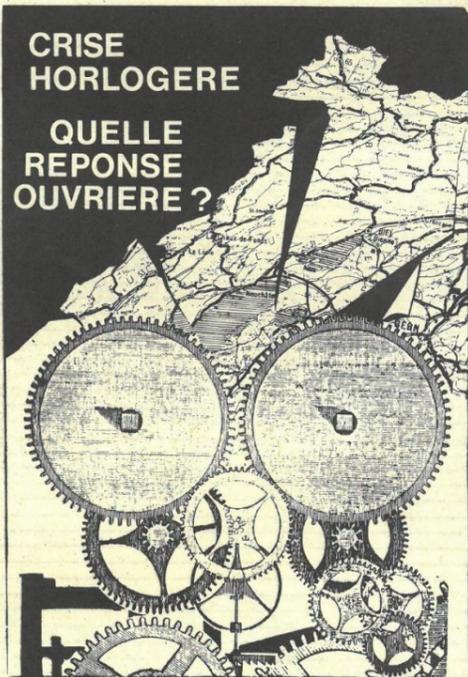
Or, pour améliorer ce journal, nous avons besoin des suggestions, des critiques des lecteurs. A l'inverse, pour faciliter

## Convention horlogère : un heure de moins cet automne, ... et c'est tout !

Après deux années successives de renvoi du renouvellement de la convention collective dans l'industrie horlogère, la direction de la FTMH vient d'obtenir la réduction d'une heure de travail hebdomadaire pour octobre de cette année, et vraisemblablement une heure pour 1979. Si cet acquis est le fruit de la campagne qui a été menée l'automne dernier sur l'initiative Poch/LMR/PSA, il est aussi dans les possibilités du patronat horloger — comme il l'avoue lui-même dans son rapport de l'OFIAMT —, vu le très haut taux de productivité. En effet, le patronat prévoit une augmentation par année de 10 et 15 o/o pour les montres mécaniques et pour les montres électroniques respectivement.

On pourrait se réjouir si cette diminution d'horaire reflétait une volonté du syndicat d'entamer une véritable défense des travailleurs. Mais à en juger par l'accord sur l'emploi de janvier 76 qui sera reconduit automatiquement dans la nouvelle convention, il n'en est rien. Cet accord a laissé les mains libres au patronat pour supprimer 10 000 postes de travail depuis cette même date. Il en est de même avec l'accord sur les réajustements des salaires reconduit, mais non appliqué depuis déjà janvier 75.

Le but recherché par le patronat, tout comme par la direction syndicale, c'est de renouveler une convention de paix du travail. Certes, le patronat y a tout intérêt car il prévoit de supprimer encore les 25 o/o des actuels



## CRISE HORLOGERE QUELLE REPONSE OUVRIERE ?

postes de travail dans les 4 prochaines années !  
Les horlogers doivent refuser d'accorder les pouvoirs

à la direction syndicale pour passer de tels accords.  
P. S.

La Crise horlogère, quelle réponse ouvrière ?  
brochure LMR, 50 pages, fr. 3.-  
à commander à :  
LMR, case post. 13  
2500 Bienne 4

## Nouvelles attaques aux droits démocratiques

### L'initiative du PdT annulée

Il a fallu deux ans au Conseil fédéral pour "constater" que l'initiative populaire du Parti du Travail "Contre la vie chère et l'inflation" ne "respectait" pas le principe (élastique) de l'"unicité" de la matière. Pourtant, l'initiative du PdT ne fait que suivre la même démarche que l'initiative de crise de l'USS dans les années 30, acceptée par le Conseil fédéral ! Ce n'est pas que le gouvernement a la mémoire trop courte. Il s'agit en effet de tout faire pour que le mouvement ouvrier puisse affirmer des solutions politi-

ques de rechange à l'attaque patronale durant la crise !

Nos critiques politiques à l'initiative du Parti du Travail ne nous empêchent pas de protester vigoureusement contre la décision du Conseil fédéral. Nous appelons toutes les autres organisations du mouvement ouvrier à faire de même, en particulier le Parti Socialiste, qui devrait d'ailleurs demander des comptes à ses "représentants" au gouvernement; comment ont voté Graber et Risthard au sujet de l'initiative du PdT ?

LMR

### 50 000 signatures pour les droits politiques

Plus de 50 000 signatures récoltées en 1 1/2 mois par les comités romands et suisse allemands "contre le démantèlement des droits populaires" : cela montre le refus de nombreux travailleurs de laisser porter atteinte à ces droits, sous couvert d'"alléger" les consultations populaires. Le comble, c'est que la majorité de la presse bourgeoise a commenté ainsi ce résultat étonnant : "puisque vous avez récolté autant de signatures en si peu de temps, c'est la preuve que les "réformes" contre lesquelles vous protestez

(hausse du nombre de signatures requis et fixation d'un délai pour l'initiative) sont justifiées" !...

Dans l'immédiat, les comités (auxquels la LMR participe depuis le début, et qui vont être rejoints par le Parti Socialiste au niveau suisse) demandent que les deux objets (hausse du nombre de signature et délai) soient soumis au vote en même temps. Ultime manoeuvre, le Conseil fédéral veut en effet les faire voter séparément. Qui c'est qui cherche à nous mener en bateau ?

# YA PAS QU'LA POLITIQUE...

Jeanneau, Cecil Taylor (piano solo), (18.- étud., appr. 12.-).  
di 8 mai, 16 h., Aula du Collège : Albert Mangelsdorf (tb. solo), Art Lande Quartet, Mal Waldron Steve Lacy Quintet, (prix id.).  
Location : Genève, Disco-Club; Lausanne, Dis-à-Brac; Nyon, Disques-Service. Il y a un abonnement pour les 6 concerts (75.-, étud. appr. : 50.-).

## Lausanne:

Cabaret théâtre des Faux-Nez  
du je 19 au sa 21 mai, 21 h., et sa 21 aussi à 17 h. : Les Colombaioni.

Centre dramatique de Lausanne, Vidy  
jusqu'au 20 mai : Sur l'Alpe, de H. Schneider, adaptation de Michel Beretti.

Cinéma Corso Renens  
du 3 au 9 mai : en alternance : Alice's Restaurant, et Dorothea (Peter Fleischmann).

Centre de Rencontre et d'Animation  
Renens, et/ou Cinéma Corso Renens  
13 au 27 mai / Quinzaine de cinéma / Les Femmes dans le cinéma suisse, avec des

films de Claude Champion, Marcel Leiser, Jacqueline Veuve, Ernest Ansorge, etc... et de Frédéric Gonseth : L'Hypothèque, (lu 16 mai, 19 h.).

A la Cinémathèque : congé. La semaine de cinéma soviétique est reportée à l'automne.

Exposition : Forum de l'Hôtel de Ville  
jusqu'au sa 17 juin, (sauf dimanche) : 50 ans de vie politique à Lausanne.

Salle d'Epalinges  
me 4 mai, 20h30 : Art Blakey and the jazz messengers (loc. : Maison de la radio).

## Genève:

Théâtre de Carouge / Atelier  
Apéritif-Théâtre, du 2 au 15 mai, 18h.30, (relâche lu et je) : COMEDIE, de Samuel Beckett, mise en scène de Philippe Mentha.  
me 11 (20h.15), je 12 (19h.), ve 13 (20 h.15) mai : Joan of Arc et The White horse Butcher par The Bread and Puppet Theatre, direction Peter Schumann.

Au Théâtre de Carouge, Conférence  
de Pierre Biner : Défense et illustration  
du Living Theatre, ma 10 mai, 20h.15.

Annemasse, M.J.C., rue du 8 mai  
jusqu'au 15 mai : Présence du cinéma italien (tél : 38 12 23).

Salle Patiño  
me 4, ve 6 mai, 22 h. : Cabaret expressionniste, mise en scène de François Truan.  
ve 13 mai, 20 h. 30 : Concert Olavide / Yun / Richard / Boulez.

Films : ma 3 mai, 20 h. et 22 h. : The Honey Pot (Guêpier pour trois abeilles), de Joseph Mankiewicz, (USA, 1967).  
me 4 mai, 20h.30 : Ombres, de Robinson.  
ve 6 mai, 20 h. 30 : Documents filmiques sur le cinéma allemand (1919-1929).  
ma 10 mai, 20 h. et 22 h. : Queimada, de Gillo Pontecorvo (Italie, 1969), avec Marlon Brando.

Salle des fêtes de Thonex  
ve 6 mai, 20 h. 30 : John Mayall.

Pavillon des Sports de Champel  
ve 13 mai, 20 h. 30 : Chuck Berry.

Et aujourd'hui, 1<sup>er</sup> mai, ça masse à la salle de Plainpalais, à partir de 17 h., avec l'AMR Big Band (18 h.), mais seulement après le cortège, hein !

Larry Golad

TYPOS

# Mettre les patrons sous presse

Jours sans journaux à Genève

Du lundi 18 à 5 heures du matin, jusqu'au mercredi à la même heure, un peu moins de 1 000 typographes ont fait grève à Genève. Réunis chaque matin en assemblée générale, toutes leurs décisions ont été prises au vote à main levée, après discussion. Des piquets de grève à la porte des imprimeries les plus importantes ont invité les hésitants à se rallier à la grève par solidarité. Dans certaines entreprises, bien que les travailleurs (relativement favorisés, comme à La Suisse) aient voté contre la grève, ils ont décidé de se rallier malgré tout à la décision prise par la majorité des travailleurs de la branche. C'est un fait extrêmement positif, qui dénote un niveau de conscience exceptionnel : les intérêts de l'ensemble des travailleurs de la branche passent par-dessus les intérêts des travailleurs d'une catégorie ou d'une entreprise.



Sous la direction du comité de grève, formé de délégués élus démocratiquement lors d'assemblées des travailleurs dans les entreprises, diverses commissions ont assuré le bon fonctionnement du mouvement : manifestation le mercredi soir à la place du Molard, commission de popularisation (elle a édité deux journaux de lutte, un troisième sera distribué au 1er Mai), etc.

L'attitude de la presse romande, dès que la grève a révélé la réelle force collective des typos genevois, a été de dénigrer ce mouvement (le meilleur exemple est fourni par la Tribune de Lausanne du mercredi 20 avril : calomnies diverses, mini-dialogues tronqués avec des ouvriers sur le montant de leur salaire, silence sur les revendications des grévistes, etc.). Les accusations d'illégalité, du côté de l'Etat, des patrons, en particulier des patrons éditeurs (SSMI), n'ont pas manqué de venir. Pour y faire écho, il y a eu, heureusement, l'appui à la grève apporté par la totalité du mouvement ouvrier genevois (notamment PS, PdT, LMR, cartel syndical), et la réponse des grévistes eux-mêmes : "notre légitimité passe avant la légalité".



Manifestation des typographes en grève, place du Molard (Genève, le 20 avril)

## Les typos lausannois débrayent et appellent à une action sur tout le pays

Plus de 600 typographes lausannois débrayent durant 3 heures le 22 avril au matin. Ils sont suivis l'après-midi par les typos de Nyon. Plus de 600 se retrouvent à la salle des XXII Cantons, pleine à craquer. Les typographes se tiennent littéralement les coudes. Jusqu'au dernier moment, c'était pourtant l'inconnue : les Imprimeries Réunies, la plus grande du canton, la troisième du pays, allait-elle débrayer ? On apprendra par la radio que la direction... n'a rien fait pour entraver l'action des travailleurs ! C'est dire si le climat de combativité des typographes lausannois, à l'instar de leurs collègues genevois, dépasse les prévisions. Les Réunies sont là; nombre de petites imprimeries, où il est peut-être encore plus difficile de débrayer, sont là aussi.

La combativité dépasse en effet les prévisions : sur proposition d'un travailleur dans la salle, la revendication supplémentaire des Genevois (le 13ème mois intégral) est aussitôt adoptée à l'unanimité complète.

Les responsables syndicaux et les travailleurs s'expriment sans ambiguïté : d'abord les typos lausannois ont débrayé pour apporter leur soutien à la grève des typos genevois, fait unique : c'est la première fois depuis des décennies en effet que se produit une grève de solidarité ! Les typos lausannois demandent aussi que "sous aucun prétexte le comité central FST n'accepte de se plier à l'Office fédéral de conciliation". Ils sont convaincus en effet "qu'un mouvement de grève coordonné à l'échelle nationale pourra garantir nos acquis et faire aboutir nos légitimes revendications." L'un et l'autre sont étroitement liés. Cette motion de défiance à l'égard des organes centraux de la FST tels qu'ils ont agit

jusqu'à présent (boycott de la grève genevoise, multiples appels au respect de la paix du travail lancés par les secrétaires centraux, en particulier Hiestand) désigne clairement la procédure à suivre pour éviter de tomber dans les pièges de la paix du travail : si les patrons ne cèdent pas avant le 30 avril (date de l'échéance du contrat collectif), il faut éviter que l'artifice du recours à l'Office fédéral de conciliation permette aux patrons et aux dirigeants syndicaux partisans de la collaboration de classe à outrance d'éviter la gênante situation de "vide contractuel" et de prolonger de 45 jours la validité du contrat, c'est-à-dire la paix du travail. En demandant au comité central de la FST de n'accepter sous aucun prétexte de se plier à l'Office

fédéral de conciliation, les 600 typos lausannois, s'appuyant sur les "mesures de lutte" déléguées par 90,8 o/o des membres du syndicat à leur comité central demandent qu'elles soient mises en oeuvre à partir de la date du "vide contractuel". Les typos genevois et lausannois ont compris à cet égard qu'il ne servirait à rien d'agiter aux yeux des patrons "l'éventualité" de mesures de lutte : ceux-ci n'auraient rien à craindre si, après le 30 avril, la paix du travail est prolongée jusqu'à la mi-juin, bref jusqu'à un moment — le plein été — où toute mobilisation des travailleurs devient impossible.

Maintenant que la combativité s'est révélée assez forte à Genève et à Lausanne, il devient d'autant plus urgent de populariser ces deux

grèves d'avertissement dans les autres villes, et tout particulièrement en Suisse allemande, où les hésitations à la base et dans les organes syndicaux sont beaucoup plus grandes. C'est dans ce sens que la section de Lausanne de la LMR terminait son message de soutien (lu parmi tous les autres, au cours de l'assemblée de grève du 22 avril) : "C'est là que doit porter l'effort principal des organisations politiques et syndicales qui soutiennent votre lutte : DANS L'UNITE, propager l'exemple genevois et lausannois en Suisse romande et surtout en Suisse allemande, en mettant l'accent sur les pièges que tend la paix du travail, notamment ces procédures arbitrales soi-disant 'neutres' et qui n'ont qu'un seul but : paralyser les travailleurs".

F. G.

Texte de la résolution votée par les typos en grève le 22 avril :

### RESOLUTION

au Comité central et à la Commission tarifaire

Réunis en assemblée pendant les heures de travail, le vendredi 22 avril 1977, les travailleurs de l'imprimerie de la région lausannoise demandent fermement :

- que sous aucun prétexte le Comité central FST n'accepte de se plier à l'Office fédéral de conciliation.
- que dès l'échéance du contrat, le Comité central concrétise immédiatement l'application des mesures de lutte décidées par le 90,8 o/o des membres votants.
- que la décision du Comité central du 1er avril de négocier strictement les revendications décidées par l'assemblée des délégués \* 40 heures sans baisse des salaires, \* intégration des auxiliaires,

- soient respectées.
- que le 13ème salaire complet soit inclus dans les revendications.
- que le futur contrat ne soit pas signé pour plus de deux ans.
- que le résultat des négociations du 25 avril soit communiqué immédiatement aux membres.

Ils sont convaincus qu'un mouvement de grève coordonné à l'échelle nationale pourra garantir nos acquis et faire aboutir nos légitimes revendications.

Ils apportent leur soutien à la grève des typographes genevois.

Les typographes lausannois ne toléreront aucune riposte contre les travailleurs participant au débrayage de ce jour. Toute mesure de rétorsion patronale entraînera une riposte immédiate de la section.

Lausanne, le 22 avril 1977



600 typographes lausannois rassemblés durant le débrayage, vendredi 22 avril à la salle des 22 Cantons.

## Non à la conciliation

Au début de l'année, quand commençaient les négociations pour le renouvellement du contrat collectif des arts graphiques, la SSMI patronale avançait face au syndicat FST huit revendications — ou plus exactement huit provocations (les 40 h. en... 8 ans, l'horaire flexible, l'abaissement du salaire minimum, 3 jours de carence en cas de maladie, etc., etc.).

Le lundi 25 avril, au dernier tour des négociations avant l'échéance du contrat, la même SSMI avait baissé le ton : elle acceptait d'entrer en discussion sur les deux revendications nationales des typos : les 40 h. sans diminution de salaire et l'octroi des avantages contractuels aux auxiliaires.

Ce revirement, ce n'est pas la persuasion des négociateurs syndicaux qui l'a produit, encore moins la "bonne volonté" patronale. Seules les démonstrations de combativité et de solidarité dans la lutte l'ont obtenu : il y en a eu trois. Premièrement la détermination de 90,8 o/o des typos suisses, au cours d'un vote, de passer à des mesures de lutte nationales ; deuxièmement, la grève d'avertissement de 3 jours des typos genevois, préparée de longue date et qui a révélé une cohésion que la SSMI ne soupçonnait pas ; troisièmement, le débrayage des typos lausannois, qui a permis le 22 avril de faire la même constatation.

Pourtant, au moment où nous mettons sous presse (le 28 avril), rien n'est encore joué.

Les négociateurs syndicaux viennent d'accepter de discuter sur un contrat de 3 ans, avec introduction échelonnée des revendications. Si la SSMI accepte ce "compromis", il est probable qu'on en restera là, malgré les typos de Genève, Lausanne et Zürich qui ont déjà refusé un tel "compromis". Cela équivaudrait à vider les 40 heures de leur rôle pour combattre la suppression des postes de travail dans la branche, cela laisserait aussi plusieurs années au patronat pour jouer sur les auxiliaires moins bien payés et moins bien protégés conventionnellement pour accélérer la rationalisation dans les arts graphiques au détriment des travailleurs.

Deux voies s'offrent. Aucune ne conduit à coup sûr à la victoire. Mais celle du respect de la paix du travail mène à coup sûr dans l'im-passe.

Jura-Sud:

# L'Etat de siège

Déjà le 2 avril dernier, la liberté de manifestation du mouvement autonomiste avait été réprimée par les gaz et les matraques de plusieurs centaines de grenadiers à Moutier. Le 16 avril, la ville était à nouveau en état de siège. Environ 1 000 policiers, mis sur pied par le gouvernement bernois, le Conseil fédéral et plusieurs cantons (Soleure, Argovie, Zurich, Bâle, Neuchâtel, Fribourg et Vaud) bouclèrent totalement la ville. Armés de mitraillettes, de lances à gaz et de grenades lacrymogènes, ils bloquèrent toutes les sorties avec des barbelés et des chevaux de frise (pointes servant à percer les pneus des voitures). Si la manifestation autonomiste s'était déroulée, elle aurait été prise, comme le 2 avril, dans un véritable piège, encerclée, puis dispersée brutalement. **De plus en plus, le Jura Sud devient un terrain d'entraînement pour la future Police mobile intercantonale du Conseil fédéral (PMI).** En la voyant à l'oeuvre aujourd'hui, on peut juger de ce qu'elle sera demain : une force de répression spécialisée qui interviendra contre les manifestations ouvrières, les grèves, les occupations d'usines et de chantiers nucléaires.

A grands renforts de grenadiers, le gouvernement bernois et l'état de Furgler cautionnent toutes les attaques aux libertés d'expression et de réunion orchestrées par les dirigeants de "Force Démocratique" (regroupement anti-autonomiste), leur chasse aux sorcières qui ressemble fort à celle menée par les

Cincera et autres contre des écrivains d'opposition, des enseignants critiques et des militants syndicaux combattifs. En faisant un peu d'humour noir, on pourrait presque dire que, dans le Jura Sud, c'est devenu une banalité de parler de ces violations des libertés démocratiques, mais rappelons simplement quelques faits.

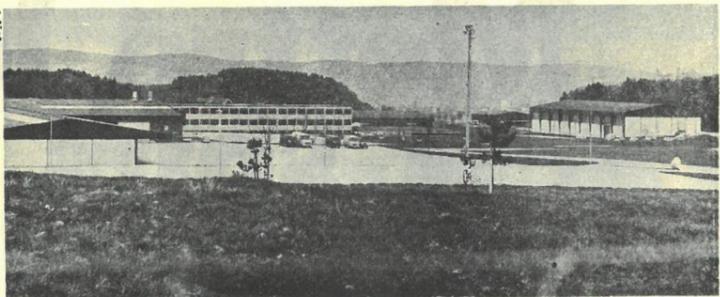
Si aujourd'hui la présidente du Groupe féminin de Force Démocratique (GFFD) parle de "nettoyer par les armes ce que la Confédération n'a pas été apte à empêcher", de telles déclarations provocatrices ne sont que l'aboutissement d'une politique d'intimidation organisée à grande échelle. Après le vote du 16 mars 1975 sur le rattachement des trois districts du Jura Sud au canton de Berne, les dirigeants bernois donnaient le feu vert à de véritables bandes armées. Dans un climat de terreur para-policière, ces groupes s'équipaient de gourdin et de barres de fer, se coordonnaient entre eux par radio et barraient les routes, fouillant les voitures et leurs passagers, passant à tabac ceux qui étaient reconnus comme militants ou sympathisants autonomistes.

Sous une autre forme, cette politique d'intimidation délibérée s'en prend directement au droit à l'emploi d'enseignants et de travailleurs. Tous les instituteurs et institutrices soupçonnés d'avoir des opinions autonomistes sont systématiquement privés d'une place de travail et dernièrement, 5 ouvriers étaient

licenciés pour les mêmes raisons d'une entreprise du Jura Sud. Pour tenter de justifier de telles pratiques, les dirigeants pro-bernois prétendent qu' "on ne peut pas en même temps être au service de l'état de Berne et le combattre". C'est le même genre d'arguments qu'on utilise en Allemagne fédérale pour chasser de la fonction publique des centaines de militants actifs du mouvement ouvrier, y compris des Jeunesses socialistes, le même genre d'arguments qu'utilisent les patrons pour licencier des militants syndicaux : "on ne peut pas à la fois travailler pour moi et me combattre..." Avec une telle politique, les patrons et l'état bourgeois cherchent à réduire les travailleurs et les employés à une main-d'oeuvre de serviteurs dociles, qui accepteront sans broncher le chômage, les licenciements, les baisses de salaire.

Mais la "justification" principale des dirigeants de Force Démocratique se trouve encore ailleurs. Pour eux, puisque la majorité de la population a voté pour son maintien dans le canton de Berne, la minorité autonomiste devrait être privée non seulement des droits démocratiques élémentaires, mais aussi du droit d'exister en tant que telle. Une bien curieuse conception de la démocratie. Appliquée systématiquement, elle signifierait l'interdiction de toute opposition minoritaire.

Aujourd'hui déjà, cette politique a des conséquences d'une ex-



## La PMI existe, je l'ai rencontrée...

Elle n'a pas d'existence légale. Mais des milliers de jurassiens autonomistes et d'habitants de Moutier l'ont déjà rencontrée : la Police Mobile Intercantonale, ou, selon les vœux de Furgler, la nouvelle "police de sécurité". D'après les lois actuelles, un canton, de cas en cas, peut faire appel à l'aide policière d'autres cantons. C'est ainsi qu'on a présenté le rassemblement d'environ 1 000 grenadiers à Moutier les 2 et 16 avril. Mais dans les faits (voir l'éditorial de la brèche no 156) les choses se passent autrement.

Ainsi, la TLM du 24 avril a révélé l'existence d'un camp régulier d'entraînement pour des contingents de grenadiers des divers cantons romands (sauf Genève). Dans le projet de loi pour une police de sécurité, Furgler propose d'encadrer les contingents cantonaux par des instructeurs fédéraux. Eh bien, sans s'embarasser de la loi, le Département Militaire fédéral les fournit déjà ! (photo : la caserne de Drogens, FR)

trême gravité pour les travailleurs du Jura Sud. Ce climat de répression les a profondément divisés en deux blocs. Les organisations du mouvement ouvrier, partis politiques et syndicats, sont séparés en deux camps. L'an dernier au 1er mai, deux cortèges de travailleurs défilaient en opposition l'un à l'autre à Moutier. Jusque dans les entreprises, l'unité ouvrière indispensable pour s'opposer aux attaques patronales est rendue très difficile, comme l'ont montré les 140 licenciements de Moutier Machines Holding au mois de février.

Si cette situation continue à se développer, elle risque de donner une nouvelle position de force non seulement au gouvernement bernois, mais également à tout le patronat du Jura Sud et de Bienne. Les licenciements de fonctionnai-

res pour des motifs politiques risquent de se multiplier. Les patrons, encore davantage qu'aujourd'hui, auront les mains libres pour "restructurer" les usines d'horlogerie et de petite mécanique sur le dos des travailleurs, à coup de chômage et de diminutions de salaire.

C'est pourquoi la défense de l'ensemble des libertés démocratiques, et d'abord de celles du mouvement autonomiste, devient chaque jour davantage une nécessité dans le Jura Sud. Les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier sont les premières concernées par cette défense, qui devra prendre la forme d'un regroupement à long terme, semblable à celui du Manifeste Démocratique dans plusieurs régions de la Suisse.

Correspondant Jura

## ARGUMENTS

### Face à ceux qui ont tous les atouts en main

"Cette grève est un acte grave dans un Etat de droit tel que nous le connaissons en Suisse. Il prend encore plus de gravité si l'on sait que la Convention européenne des droits de l'homme, ratifiée par la Suisse, garantit la liberté d'expression et le droit de recevoir des informations."

Ainsi réagit l'Union Genevoise des éditeurs de journaux au lendemain de la grève des typographes. Trois jours durant lesquels aucun quotidien suisse romand important n'a été mis en vente à Genève. Et pourtant, seules les imprimeries du Journal de Genève/Gazette de Lausanne, Tribune de Genève, La Suisse, la Voix Ouvrière étaient en grève. Les grévistes n'ont aucunement empêché les journaux non touchés par la grève d'être distribués à Genève; c'est la "solidarité patronale" qui, seule, a empêché la population genevoise de s'informer à d'autres sources que ses quotidiens habituels. Il faut déjà une bonne dose d'hypocrisie pour dénoncer l'atteinte au "droit de recevoir des informations" ! Les patrons propriétaires de quotidiens sont suffisamment peu nombreux, leurs intérêts face aux revendications des typographes suffisamment identiques pour qu'ils arrivent à se coaliser efficacement en vue de prendre les mesures les plus aptes à rendre une prolongation de la grève des typos extrêmement impopulaire. Ces Messieurs savent s'y prendre : ils sont fort expérimentés en matière de manipulation de l'opinion publique.

Mais ce n'est pas tout.

Défendre la liberté d'expression et le "droit à l'information" (!), cela paraît irréprochable. Mais que ces "nobles" motifs soient invoqués par des patrons pour nier dans les faits le droit de grève aux travailleurs de l'imprimerie, voilà qui est plus suspect. Qui sont-ils, d'ailleurs, ces éditeurs de journaux si prompts à défendre la "liberté d'expression" et "le droit à l'information" !

Ernst Bollinger, dans une thèse sur "La presse suisse, structure et diversité" dit de la presse suisse romande quotidienne qu'elle "avait su garder une discrétion étonnante pour tout ce qui la concernait elle-même" lors de la publication en 1969 du rapport de la commission fédérale des cartels, commission qui avait, dans un premier temps, "oublié" de mentionner l'existence du trust Lousonna SA ! Lousonna SA détient pourtant, selon Bollinger, 40 o/o du tirage total de la presse romande (227 500 exemplaires quotidiens avec 24 Heures, TLM, La Suisse) et 100 o/o du tirage du dimanche. Et Bollinger d'ajouter : "au niveau de la concentration économique, le groupe Lousonna occupe de loin la première place de toute la presse quotidienne suisse".

On comprend pourquoi la "solidarité patronale" s'est si facilement mise sur pied, pourquoi l'Union romande des éditeurs de journaux (24 Heures et la TLM en l'occurrence) a refusé de distribuer ses quotidiens à Genève quand "La Suisse" n'a pu paraître !

## La nécessité d'un journal de grève

L'auto-censure des journalistes n'a cessé de se renforcer "tout naturellement" depuis que le chômage s'est développé de manière angoissante en Suisse romande. Voilà pour la liberté d'expression.

Quant au "droit à recevoir des informations", la situation de la concentration de la presse en Suisse romande est éloquent : 5 grandes entreprises de presse possèdent 67 o/o de toute la presse quotidienne. En outre, Publicitas SA possède une participation financière importante dans plusieurs quotidiens régionaux, dont la Tribune de Genève. Conclusion : les 4 quotidiens romands les plus lus dans les cantons les plus peuplés sont aux mains de deux groupes, c'est-à-dire une poignée de capitalistes, qui déterminent le type d'information que la majorité des travailleurs auront "le droit de recevoir" !



Janvier 1976 : "nouvelle formule" à la Tribune de Lausanne. Marcel Pasche (à gauche) est "directeur-rédacteur en chef" de 24 heures, de la TLM et de l'agence AIR. Marc Lamunière, (à droite) PDG de Lousonna SA, est propriétaire de 50 o/o des actions du groupe. L'autre moitié est détenue par Jean-Marc Payot (des librairies et éditions). Le groupe Lousonna domine donc : 24 heures, TLM, La Suisse (40 o/o des actions de Sonor), la chaîne de kiosques Kiosk AG et l'agence d'information et de reportage AIR. Ces messieurs accusent les typographes genevois d'avoir porté atteinte "à la liberté d'expression et au droit de recevoir des informations". Cocasse, non ?

Face à une telle réalité, les travailleurs en grève n'ont pas, à notre avis, à rester les bras croisés. On les accuse de porter atteinte à la liberté d'expression et d'information en empêchant la parution des quotidiens ? La seule riposte adéquate est alors de publier, sur les presses habituelles, un journal des travailleurs, contenant un minimum d'informations courantes (événements politiques, faits divers importants, nouvelles sportives et culturelles), des informations sur les raisons de la grève, les communiqués de solidarité reçus par les grévistes, ainsi que les prises de position officielles des associations patronales. La liberté d'expression serait ainsi garantie, celle d'information également !

Pas de doute que les patrons éditeurs pousseraient des hurlements pour "atteinte à la propriété privée" ! Dans la lutte pour défendre leurs postes de travail, les typographes ne pourront pas éviter de remettre en cause la propriété privée des capitalistes sur les machines. L'introduction accélérée des techniques de photocomposition intégrée n'offre pas d'autre alternative aux typographes menacés massivement dans leur emploi. Partir de l'exigence de la réduction massive des horaires de travail et de l'intégration des auxiliaires au contrat, c'est bien, mais ce n'est pas encore une riposte suffisante. Il faudra exiger des cours de recyclage complètement payés par les patrons, et la nationalisation sous contrôle des ouvriers (et sans indemnisation) des principales imprimeries : seule façon de maintenir le niveau de l'emploi.

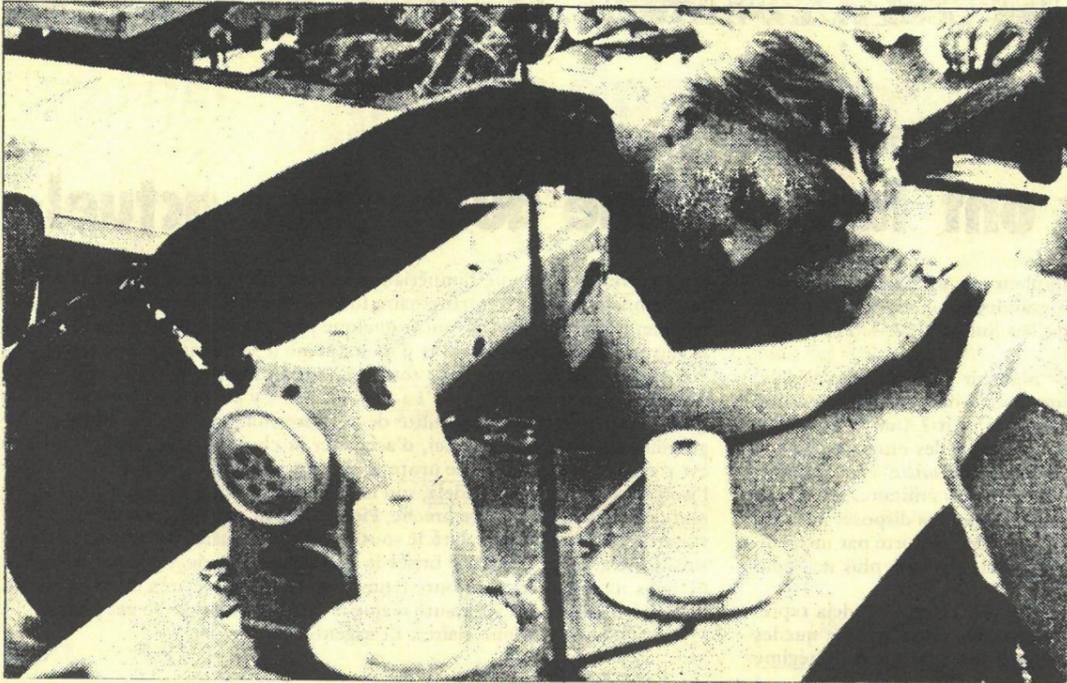
(1) Lang, Berne, 1976.

F. G.

## Typos danois : 3 mois de lutte



1 000 typographes de l'imprimerie Berlingske Hus sont en grève depuis 3 mois (contre l'augmentation des cadences, un horaire de travail plus long, et 300 licenciements. Les travailleurs qui empêchaient la distribution du journal réalisé par des jaunes se sont heurtés violemment à la police, très agressive (2 blessés graves). La vague de solidarité avec les typographes en lutte pour leur emploi s'est étendue à tout le pays.



Face à la crise, les femmes se trouvent en position plus défavorisée que jamais. Le rapport fédéral qui le constate 'souhaite' que de 'meilleures chances' soient accordées aux femmes. Voeu pie.

## Faire le point ou faire le poing ?

### En pleine récession, le lent réveil

Dans la foulée de "l'Année de la Femme", des secrétariats, des commissions "à la condition féminine" ont été mis en place par les gouvernements bourgeois. La Suisse s'est mise "à la page" en se dotant d'une "Commission fédérale pour les questions féminines".

En France cependant la crise économique n'a pas tardé à balayer les "101 mesures" de Giroud, et ce précisément au moment où les problèmes des travailleuses devenaient le plus criants; la montée des luttes des travailleurs et travailleuses ainsi que le développement du Mouvement des Femmes ont brisé le silence et les tabous qui entouraient l'oppression des femmes : maintenant les femmes prennent la parole sans passer par les Giroud et comparses.

En Suisse aussi, il y a un lent réveil. Mais les statistiques, les informations sur les conditions de travail sont encore rares, et datent pour la plupart du dernier recensement de 1970. C'est dans ce contexte que vient s'inscrire le rapport de la Commission fédérale pour les questions féminines. Ce rapport a le mérite de décrire les conséquences de la récession pour les femmes et de souligner les graves carences en matière de statistiques concernant l'évolution de la structure de l'emploi et du chômage féminins. On y trouve même des déclarations relativement combatives et prônant l'égalité des droits... la commission pouvait s'y risquer vu qu'en Suisse les femmes ne se lèvent pas encore en masse pour exiger l'application des mesures préconisées !

### Que dit le rapport ?

Il décrit d'abord les conséquences de la récession pour les femmes, y compris celles à long terme sur la formation, l'intégration professionnelle et la conscience des femmes. Il **confirme** ce que nous avons déjà affirmé maintes fois, à savoir que les femmes sont, avec les immigrés, les premières touchées par la récession. Elles le sont directement, par la perte de leur emploi ou la diminution de leur salaire; et indirectement par les restrictions budgétaires prises par les pouvoirs publics et qui touchent principalement les femmes, ou encore à travers la détérioration de la situation professionnelle ou financière de leur mari.

Le rapport **dénonce** entre autres le fait que la femme constitue dans l'économie une réserve de main-d'oeuvre, que l'on renvoie aujourd'hui sans égards, alors qu'on l'a largement utilisée ces dernières années.

Il **déplore** le fait que la récession "risque d'affaiblir sensiblement une position que la femme a réussi à améliorer grâce à des patients efforts" et de la faire dépendre à nouveau plus étroitement de l'homme. Enfin, la commission **propose** quatre mesures d'urgence :

- "améliorer les statistiques sur le chômage complet ou partiel",
- "donner aux femmes, par les mass media, une information systématique sur les répercussions de la récession et les possibilités d'y remédier",
- "créer dans les communes importantes des services d'aide et de consultation pour les femmes touchées par la récession",
- "affecter des moyens financiers au perfectionnement professionnel des femmes afin de faciliter leur réinsertion professionnelle".

### Que préconise-t-il ?

- le maintien des avantages importants tels que le travail à temps partiel, l'horaire mobile, la possibilité de congés payés et même le travail à domicile,
- d'accorder aux femmes de meilleures chances de "faire carrière",
- d'éviter "que les vieilles idées sur la répartition traditionnelle des rôles ne fassent surface ou bénéficient d'un regain d'attention".

### Ses propres limites

Il précise par exemple : "la commission renonce à s'exprimer sur les causes de la récession actuelle et les possibilités de rétablir le plein emploi"... D'autre part, il n'entre pas en matière sur la question de l'oppression des femmes et sur ses causes. Or, aussi bien les récessions et le chômage, que la situation des femmes dans notre société, sont des corollaires d'un système dont le but est la recherche de profit maximum de la part d'une petite minorité : la bourgeoisie... Le rapport mentionne que la récession pourrait amener des "vellétés de retour à des conceptions dépassées au sujet de la répartition des rôles entre l'homme et la femme", mais cette division sexuelle du travail n'est pas qu'une survivance du passé : elle joue dans la société capitaliste un rôle idéologique, politique et économique. Cela veut dire par exemple qu'encore aujourd'hui le système a besoin que les femmes fassent gratuitement le travail domestique et qu'elles élèvent les enfants. Si les travailleurs devaient se nourrir dans des restaurants et payer l'entretien de leurs vêtements, ils auraient besoin d'un salaire beaucoup plus élevé pour subsister. L'alternative serait la mise sur pied d'une infrastructure sociale (crèches, laveries bon marché et de bonne qualité), mais la bourgeoisie

est opposée (surtout en période de crise !) à cause du coût que cela entraînerait (même si, pour l'ensemble de la société, cela représenterait une économie de temps et de travail ainsi qu'une diminution considérable du gaspillage qu'entraînent les appareils ménagers individuels).

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement besoin de la femme-au-foyer. Elle a également intérêt à exploiter la main-d'oeuvre féminine. Celle-ci est d'autant plus exploitable qu'elle est considérée (et se considère elle-même) comme main-d'oeuvre d'appoint. Ainsi, dès que cela convient aux patrons, ils renvoient impunément les femmes à "leurs" casseroles, comme ils renvoient les immigrés chez eux.

Tout cela, le rapport ne le met pas fondamentalement en cause, puisqu'il recommande aux employeurs (sic !) de créer davantage de postes à temps partiel (pour les femmes uniquement bien entendu !), ce qui, au lieu d'aller dans le sens d'une atténuation de la division du travail selon les sexes, permet à la femme de mieux concilier ses deux rôles. D'autant que ces emplois à temps partiel sont conçus uniquement en fonction des besoins du patronat, et pas du tout en fonction des besoins des travailleuses(euses) — on n'y gagne qu'un salaire d'appoint, souvent pas d'assurance chômage ni de prestations sociales, etc.

Le rapport considère également comme normal que les femmes doivent interrompre leur activité professionnelle pendant de nombreuses années pour élever leurs enfants, et se soucie uniquement de leur "réinsertion" et de leur recyclage après cette période. Pas un mot sur la né-

cessité d'infrastructures sociales, de crèches, etc., qui libéreraient les travailleuses de leur double journée de travail. Pas un mot non plus sur l'importance du libre choix des maternités.

Dès lors, il est caduc d'inviter les femmes à "insister sur les droits obtenus au prix de longues luttes, comme celui d'exercer une profession", de demander aux employeurs d'accorder aux femmes de meilleures chances de "faire carrière", et aux organisations syndicales de "veiller à ce ce qu'un plus grand nombre de femmes soient proposées lors de la désignation des commissions ouvrières..."

Le rapport parle encore du danger que la récession ne fasse de la femme "d'une manière nouvelle et négative, la concurrente de l'homme, vu que les circonstances peuvent l'obliger à accepter un emploi à de mauvaises conditions de salaire". Or, ce danger n'est nullement "nouveau" : les divisions entre hommes et femmes, entre travailleurs immigrés et indigènes, entre manuels et intellectuels, ont toujours été utilisées par la classe dominante pour mieux dominer et exploiter la classe des producteurs.

Ainsi, en évitant d'aller au fond des choses, le rapport ne peut faire que des constatations et avancer des vœux pieux du genre : ... "une meilleure distribution du travail serait judicieuse" (ce qui, il faut le souligner, est quand même un pas en avant par rapport aux recommandations de l'OFIAMT, qui donnent nettement la préférence aux travailleurs hommes !). Ou encore : "la récession ne doit pas priver les femmes de leur droit d'exercer une activité professionnelle (et les immigrés ? et les jeunes ?)

et d'avoir des intérêts débordant le cadre strictement familial".

Ce ne sont pas les mesures préconisées par le rapport qui pourront améliorer fondamentalement la situation des femmes, puisqu'elles ne s'attaquent à aucun moment aux véritables racines du mal, à savoir l'oppression des femmes et plus généralement l'exploitation capitaliste qui la maintient et la nourrit.

Ce sera aux femmes de prendre en main leur lutte, d'élaborer leurs revendications, de s'organiser contre l'oppression et l'exploitation sur leurs lieux de travail, dans les syndicats dans le mouvement des femmes. Déjà aujourd'hui des femmes, et parmi les plus exploitées, commencent à remettre en cause leur rôle au travail : les femmes grévistes de Bulova, de Dubied, et les ouvrières révoltées de Giavarini ont commencé à dénoncer leurs conditions particulières de surexploitation, leurs salaires dérisoires, leur sous-qualification, mais aussi les attitudes sexistes des chefs qui ne cessent de les considérer comme des objets sexuels à "tripoter", toucher, regarder...

Les femmes des grévistes de Matisa, de Bulova et Dubied ont activement soutenu la grève et dénoncé toutes les manoeuvres visant à leur faire jouer un rôle de frein contre leurs maris en lutte.

AS, ED, EL

Dans le journal patronal no 24, on trouve un article intitulé "les femmes se portent mieux depuis la récession", et sous ce titre (qui se passe de tout commentaire), il conteste la véracité des chiffres avancés par la commission fédérale pour les questions féminines. Nous reviendrons sur ce problème dans un prochain article.



Les femmes manifestent le 26 mars devant la Maternité de Genève pour la libération de l'avortement

**Brigue :  
Le PSS et la TVA**

*"Nous, socialistes, nous n'avons que l'Etat pour répondre aux besoins des gens pour qui nous luttons".*

Les notables du Parti en sont arrivés à un tel degré de fusion avec l'Etat bourgeois actuel que leur projet politique se confond avec la défense pure et simple de celui-ci. Si l'on sait que pendant la législature 1971-1975, le PSS a soutenu au Parlement 14 des 20 projets législatifs importants du Conseil fédéral alors que les radicaux et l'UDC ne donnaient respectivement leur accord qu'à 13 et 11 de ceux-ci, il est alors plus facile de comprendre Hubacher lorsqu'il affirme qu'un NON des socialistes à la TVA porterait un coup mortel au projet et qu'il ajoute : "Nous aurions alors l'homme noir dans la main (Schwarzpeter). Nous serions responsables des conséquences". Christian Grobet, le "jeune loup" du PS genevois, alla encore plus loin dans ce sens.

Faisant preuve d'un zèle dont la direction du parti et les bourgeois se souviendront lorsqu'il s'agira de repourvoir les places au Conseil d'Etat (genevois), il a affirmé que "les dépenses de forte croissance de la Confédération ces dix dernières années sont en fait le résultat de la réalisation des postulats socialistes obtenus aux Chambres par la fraction socialiste"... Grobet invite donc les socialistes à battre leur coulpe : c'est de leur faute si l'Etat est en déficit !

Mais, pendant ce temps, Gnaegi déclarait à la Société des officiers de Protection Aérienne : "la TVA est indispensable pour donner à l'armée les moyens nécessaires". A chaque public son chantage approprié !

Si le PSS a dit OUI à la TVA, ce n'est pas de gaieté de coeur, mais surtout parce qu'il se sent bien incapable, avec ses 25 o/o de voix en moyenne nationale, d'imposer quoi que ce soit aux bourgeois lorsqu'ils ne le veulent pas ! La résolution de la section Berne-Est, acceptée par les délégués pour se donner bonne conscience, illustre bien cette situation : après avoir prôné le OUI, le texte souligne que "dans la campagne de votation, le PSS s'en prend clairement à la politique d'épargne bourgeoise... (et) dénonce de façon accrue, dans son travail d'information, le glissement des charges fiscales... au détriment des petits et moyens salariés. Après la votation populaire, le PSS s'engage en priorité à tout entreprendre pour regagner les positions perdues lors du débat financier au Parlement."

C'est sur ce point que les opposants au OUI sont intervenus, montrant notamment qu'accepter la TVA, c'est refuser de défendre les intérêts des travailleurs ici et maintenant au nom de la défense d'un intérêt général qui n'existe pas. Si cette opposition, surtout zurichoise et romande (dans une mesure plus faible), a clairement mis en évidence la duperie de la TVA, ses propositions pour une reconquête de positions de classe au sein du mouvement ouvrier ont été beaucoup plus faibles, voire inexistantes. Aux attaques des notables les accusant de vouloir la politique du pire, ils ne surent pas riposter concrètement en offrant aux travailleurs des perspectives précises afin de répondre aux attaques actuelles et à venir de la bourgeoisie, si ce n'est en affirmant qu'il fallait renoncer à la politique de collaboration.

CL.

**Un quotidien genevois l'avoue :**

**«Nos banques ont la gratitude du régime actuel»**

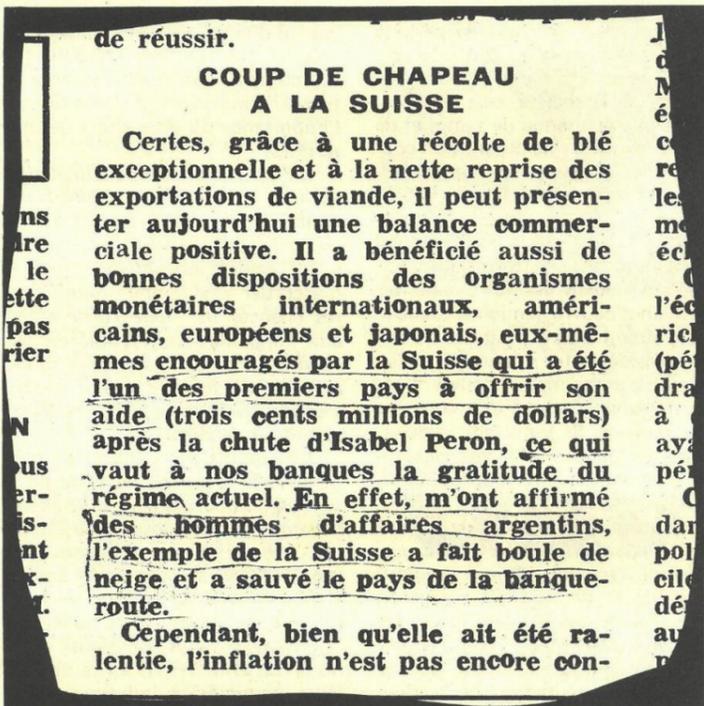
Pour qui pouvait encore douter de l'ampleur du soutien apporté par l'impérialisme suisse (en particulier les trois grandes banques) à la dictature militaire argentine, Jean-Yves Dumont dans "La Suisse" (22. 4. 77) apporte des éclaircissements nets :

Le même quotidien genevois tente de "blanchir" le président Videla, en le présentant comme une "colombe", opposée à des démêlés constants avec les "faucons". "Des raisons d'espérer malgré tout ? Oui, dans la mesure où le fait de parler de 'participation plus large' des citoyens dans le but de rechercher les structures d'une 'démocratie pluraliste' encore déterminée (?), sans doute une coquille, réd.) montre que les militaires, dans leur souci de gagner de nouveaux appuis, sont sans doute plus disposés à certaines concessions". Ainsi, pour "La Suisse", le soutien apporté par nos banques, en dernier ressort, devrait permettre à Videla de faire plus de "concessions" !

Cette vision est particulièrement pernicieuse. En effet, si Videla représente au sein de la junte militaire une tendance plus démagogique que les généraux Menendez et Cie, c'est parce qu'il a compris que le sort du régime

était entre les mains de l'impérialisme. Si la campagne de dénonciation internationale du régime tortionnaire force les Etats impérialistes américains, allemands, suisses à se distancer quelque peu des méthodes sanguinaires de la junte, celle-ci aura d'autant plus de peine à se maintenir au pouvoir. La conclusion qui s'impose pour tout militant anti-impérialiste est alors exactement l'inverse de celle de "La Suisse" : il n'y a rien à espérer en Videla, qui porte l'entière responsabilité de la répression sauvage qui règne en Argentine. La seule manière, ici, d'accélérer la chute de la dictature militaire est d'élargir la campagne de protestation internationale, afin de provoquer l'isolement de la junte Videla, son isolement politique, économique, diplomatique ! Dans la dernière brèche, Pierre Rieben confirmait qu'aujourd'hui encore Pinochet (ceci malgré le soutien actif de plusieurs banques et trusts suisses) n'avait pas réussi à briser le boycott relatif du Chili par une série de pays impérialistes, toujours tenus à distance par le très mauvais renom du régime auprès de l'écrasante majorité de la population de ces pays. Nos tâches sont donc claires. Et urgentes !

C. R.



**Exigeons leur libération !**

Les carences de l'information ne nous permettent pas de donner un nombre exact des militants assassinés, ou emprisonnés depuis le 24 mars 1976. Néanmoins, la résistance commence à pouvoir donner des listes de noms. C'est ainsi que nous savons maintenant que 76 travailleurs de l'ensemble de Villa Constitution restent en prison. Dans les prisons de Santa Fe, Cordoba, Chaco, Mendoza, Jujuy, des milliers de prisonniers sont torturés; la dictature se refuse à donner leurs noms.

Le PST (Parti Socialiste des Travailleurs, organisation sympathisante de la IVème Internationale) déclare que 71 de ses militants sont portés disparus. Paez (candidat à la présidence en 73; PST) a enfin été retrouvé, il se trouve dans le pénitencier de Sierra Chica, il est dans un état physique préoccupant. Par contre, Arturo Apaza (PST), n'a toujours pas été retrouvé, il a été enlevé par la AAA (Alliance anti-

communiste argentine, groupe fasciste) voici 8 mois, nous ignorons s'il est encore vivant. Seule la dictature pourrait le dire.

La répression frappe aussi les militants du PC. Le dirigeant Oscar Moretti est en prison depuis deux ans, des dizaines de militants du PCA ont disparu; néanmoins, leur parti ne mène campagne ni contre la torture, ni pour la libération des prisonniers politiques. Le PC croit en la "bonne volonté démocratique" de la dictature, ce qui l'empêche de voir que la répression frappe ses propres membres.

Restent en prison aussi les leaders ouvriers issus du "Cordobazo", comme Piccinini, Tomasini et Miguel Salamanca.

**Il faut les sauver !  
Exigeons la libération des prisonniers politiques !**

**La répression continue**

Selon les calculs faits par "l'Association des parents des prisonniers politiques argentins", le gouvernement péroniste au moment de la "chute" a laissé comme héritage à la dictature quelques 5 000 prisonniers politiques.

Une année après, les calculs oscillent entre 15 000 et 20 000, plus que dans n'importe quel autre pays d'Amérique Latine.

Le gouvernement militaire a accentué et aggravé la répression contre le mouvement populaire sur la lancée du gouvernement péroniste.

**\* Sur le plan politique**  
Abolition du parlement, mise sous tutelle de la Cour suprême, destitution des juges, suspension de toute activité politique, dissolution des partis (sauf du PCA, Parti communiste argentin), suspension de l'Habeas Corpus, suppression du droit de réunion et d'association.

**\* Sur le plan social**  
Mise sous tutelle de la Confédération Générale du Travail (CGT), suppression du droit de grève; le Conseil de guerre a été institué pour délit de grève. Tout ceci accompagné d'une application stricte des "souhaits" du FMI (Fonds monétaire international); la "rationalisation" de l'économie a abouti à des licenciements massifs (2 000 000 de chômeurs) et à une chute vertigineuse du niveau de vie des masses laborieuses.

**\* Sur le plan économique**  
La politique de déflation et d'attaque salariale a été rapidement suivie d'une restitution des entreprises d'Etat aux monopoles étrangers. Il s'agit donc d'un plan basé sur l'aug-

mentation des investissements étrangers et l'augmentation des exportations agricoles, malgré le fait que l'Argentine affronte de sérieuses difficultés pour écouler ses produits; la baisse des prix de ces produits sur le marché mondial n'est certes pas de nature à améliorer la situation.

**\* Sur le plan culturel**  
La répression culturelle a atteint un niveau comparable à celui de l'Allemagne nazie; des écrivains, des économistes, des cinéastes sont tués, arrêtés, ou expulsés; Sartre, Camus, sont interdits, ainsi que Jean Piaget (psychologue et éducateur).

La "question juive" préoccupe les militaires autant que le marxisme et la franc-maçonnerie. Les pénitenciers de Cordoba, de Sierra Chica, de Villa Devoto, de Tucumán regorgent de prisonniers; là, les sbires de la police et de l'armée pratiquent sur les prisonniers les formes les plus raffinées de torture. Dans la prison de Mor del Plata, ils ont été exécutés massivement par des piqûres de cyanure, leurs cadavres, transportés en avion et relâchés en mer, ont réapparu sur les côtes uruguayennes quelques jours après.

Dans certains pays d'Amérique Latine (Colombie, Venezuela, Mexique), le mouvement de solidarité avec les prisonniers politiques argentins s'est développé et grâce à celui-ci, certains prisonniers ont pu être libérés, la dictature a montré qu'elle est sensible à la pression internationale quand elle est concrète.

**La preuve de l'appui des banquiers suisses :**

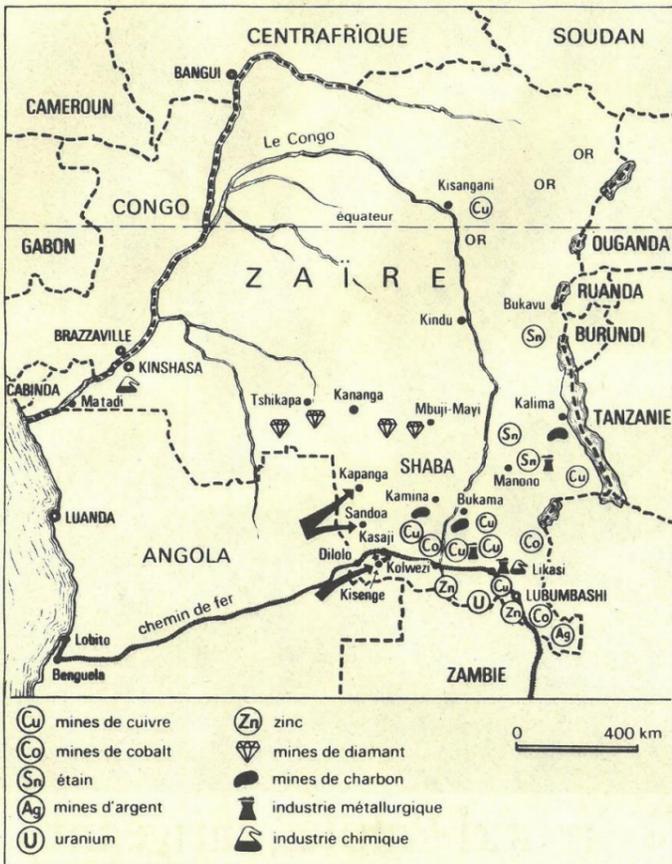
Avec des crédits bancaires d'un montant total de 61,3 millions de dollars, la Suisse a pris en 1976 la quatrième place dans l'ordre des pays soutenant financièrement le régime argentin, après les USA (500 millions de \$), l'Allemagne fédérale (90 millions de \$) et le Canada (66 millions de \$).

AMARA DE COMERCIO ARGENTINA EN SUIZA  
ARGENTINISCHE HANDELSKAMMER IN DER SCHWEIZ  
CHAMBRE DE COMMERCE ARGENTINE EN SUISSE

DE	CONVENIO DE CREDITO CON BANCOS DE SUIZA	
	Francos suizos	Dólares
	1976	
	150.000.000	= 61.300.000
	45.000.000	= 18.400.000
	45.000.000	= 18.400.000
	45.000.000	= 18.400.000
	15.000.000	= 6.100.000

A titre de comparaison, la Suisse n'occupait en 1972 que la septième place, avec des crédits six fois moins élevés (10,5 millions de dollars) qu'en 1976, environ trois fois moins élevés que la Grande Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, deux fois moins élevés que la France et l'Espagne. Les quatre plus grandes banques suisses sont les seules (avec celles du Canada) à avoir sextuplé leur soutien depuis l'accession au pouvoir des militaires !

# ZAIRE: Autour des diamants



## UN FABULEUX SOUS-SOL

La concentration de richesses minières que recèle le Zaïre, et plus particulièrement le Katanga (Shaba) est à la hauteur des mises impérialistes. En 1974, ce pays produisait 31 % des diamants, 2 % du manganèse, 2 % de l'étain, 10 % du cuivre, 0,3 % de l'or, 1,3 % du zinc, 0,6 % de l'argent produits dans le monde ! Classement trop restrictif pour témoigner de la variété de la production minière, à laquelle il faut ajouter depuis le cobalt, le charbon, l'or fin, l'uranium, le tantale, le platine, etc. Mais du pétrole a aussi été découvert (3 millions de tonnes en 1974), et une réserve de méthane estimée à 47 milliards de m<sup>3</sup> a été localisée près du lac Kivu. Enfin, les conditions d'exploitation de ces réserves sont favorisées par l'existence d'un large réseau hydraulique.

Ouvert depuis bientôt deux mois, "internationalisé" depuis la décision de l'impérialisme français et du régime marocain d'apporter une aide militaire directe à un régime fortement ébranlé, le conflit zaïrois se poursuit. Son développement jusqu'à ce jour est déjà riche en premiers enseignements :

\* Le poids accordé par les impérialistes occidentaux au régime de Mobutu, en ordre dispersé mais fondamentalement en accord sur l'objectif, et les régimes qui leur sont le plus fidèle dans le continent africain, montre à quel point "on" est soucieux de préserver le contrôle de l'une des régions les plus "généreuses" qu'il soit en ressources naturelles (voir la carte ci-contre). Il n'est pas étonnant de trouver dans cette sainte-alliance de la réaction les impérialismes français et belge, en première ligne, ainsi que les régimes marocain, égyptien, soudanais, sud-africain... etc., l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Sainte-alliance à laquelle se trouve liée, une fois de plus au nom de la lutte contre le "social-impérialisme" soviétique, la direction chinoise !

\* Il semble au premier abord que l'initiative française — opération aéroportée, transport de troupes marocaines, fourniture de "conseillers" militaires, dont l'ampleur paraît plus grande que ce qui en a été reconnu officiellement — obéit à une politique propre du pouvoir giscardien. La récente Conférence franco-africaine qui s'est tenue au Sénégal le confirmerait : on y a parlé de la mise en place d'une force armée commune des états francophones. En tous les cas, l'opération zaïroise était l'occasion recherchée, déjà avortée au Liban il y a quelques mois, d'affirmer la volonté de l'impérialisme français de jouer un rôle de premier plan dans le main-

tien des intérêts néo-colonialistes en Afrique occidentale et centrale. Mais qu'on ne se leurre pas : la politique extérieure française ne se heurte pas frontalement à celle des autres métropoles impérialistes. "L'initiative française au Zaïre est raisonnable", a déclaré l'amiral Norton, le plus haut responsable militaire de l'OTAN. Et le secrétaire américain à la Défense, Harold Brown, de reconnaître : "Les français avaient une marge de manoeuvre beaucoup plus grande que les Etats-Unis".

\* Enfin le conflit zaïrois, aura montré jusque-là que face à un régime corrompu, discrédité, les différentes forces de l'opposition connaissent un essor certain, subissant elles aussi le formidable stimulant représenté par les victoires des mouvements de libération en Angola et au Mozambique et l'intensification de la lutte armée en Rhodésie.

Comment comprendre autrement que quelques milliers de combattants du Front national de libération du Congo (FNLC — voir interview ci-contre) mettent à mal les 40 000 hommes de l'armée zaïroise, aidés par des centaines de mercenaires et maintenant par des corps expéditionnaires étrangers ? Comment expliquer que des officiers de Mobutu, comme lui-même l'a avoué, passent avec armes et bagages dans les rangs adverses ? Si cela n'autorise pas, bien sûr, à appuyer sans condition les directions politiques de ce mouvement de libération,

dont certaines comme celle des "gendarmes katangais" ont un très lourd passé, il n'empêche que la situation sur le terrain traduit fondamentalement la décrépitude du régime Mobutu et une nouvelle montée des forces de libération au Zaïre. Là encore ni la présence de composantes droitières dans ce mouvement en pleine gestation, ni l'aide apportée par une diplomatie soviétique très critiquable à l'échelle du continent, ne permettent de se désolidariser de ce qui se passe au Zaïre.

**NON à l'intervention impérialiste !**

### UN PEU D'HISTOIRE

Le 30 juin 1960 l'indépendance de l'ex-Congo belge est proclamée. Un mois auparavant, des élections étaient remportées par le Mouvement national congolais de Patrice Lumumba (socialiste et unitaire) devant l'Abako de Kasavubu (modéré et fédéraliste).

Le régime colonial belge, qui exploitait depuis 80 ans les richesses du pays, n'entendait pas laisser les mains libres au gouvernement nationaliste de Lumumba. Il organisera la sécession du Katanga, région stratégique de première importance où régnait la Société générale des mines. Mettant en avant Moïse Tschombé, son homme de paille, armant des mercenaires, utilisant sa propre armée "à des fins humanitaires", le colonialisme belge écrasera dans le sang le régime et les partisans de Lumumba. Ce dernier sera sauvagement assassiné en janvier 1961.

En 1964, une grande insurrection populaire embrase le pays. Une république populaire est proclamée à Stanleyville. A nouveau Tschombé, mis auparavant sur la touche, est rappelé. Avec l'aide de paras belges, il écrasera la rébellion. Le président Kasavubu le révoquera avant d'être lui-même déposé, en octobre 1965, par Mobutu lors d'un coup d'état. Commence alors le règne du "grand timonier".

Ancien indicateur au service de la Sûreté de Bruxelles, Mobutu tentera dans un premier temps de se donner un vernis anti-colonialiste en se distançant des intérêts belges et en se rapprochant des Etats-Unis. Ce sera la période dite de "zaïrisation" de certains intérêts belges.

Mais ses anciens patrons le rappelleront rapidement à l'ordre. Depuis, le pays a couru à la faillite. De l'un des plus riches d'Afrique, il est passé en queue de liste du continent pour ce qui est du revenu par tête d'habitant (90 dollars). Jadis exportateur de produits agricoles, il importe aujourd'hui l'essentiel de ses produits alimentaires. Dernier avatar du régime : en octobre dernier, décision a été prise de réintégrer les anciens propriétaires dans leurs entreprises avec un "plafond" de 60 o/o du capital ! Un plafond dont se contenteront beaucoup d'investisseurs étrangers, à coup sûr.

### Qu'est-ce que le FLNC ?

(extraits d'une interview de M. Kakumbo, représentant du FLNC en Europe)

Quelle est l'origine et la composition du FLNC qui affirme avoir déclenché le soulèvement du Shaba ? — Le FLNC a été créé en 1968. Sa création est le résultat de la situation créée au Zaïre par le régime de Mobutu. Devant la politique économique et sociale désastreuse du régime, les discriminations tribales, le pillage organisé du pays, les enlèvements arbitraires, l'insécurité totale, beaucoup de patriotes congolais se



Pygmées dans l'armée de Mobutu

sont réfugiés dans les pays voisins. Ils y ont créé le FLNC qui est aujourd'hui présent sur tout le territoire de notre pays. Le FNLC est un front de diverses organisations parmi lesquelles le PRP (Parti révolutionnaire populaire, qui combat sur le terrain depuis 68), le MNLC (Mouvement national de libération congolais) fondé par d'anciens étudiants et d'autres. On y retrouve des militants de diverses organisations qui toutes ont été interdites dans les années soixante. (...)

Quelles ont été les activités du FNLC depuis 68 ?

— En 1969, il y a eu la révolte des étudiants qui protestaient contre le niveau et les conditions de vie. En 1975 la classe ouvrière a déclenché des grèves dans les aciéries, dans les transports à Kinshasa, chez les dockers à Matadi. En 1976 dans les mines et les chemins de fer. Ces grèves n'étaient pas spontanées, mais organisées par des compatriotes infiltrés sur place. Le syndicat est inféodé au régime, mais des militants se sont infiltrés dans les usines. Les revendications étaient d'abord économiques. Les grèves eurent aussi une

dimension politique dans la mesure où elles ont servi de détonateur pour dénoncer la pratique sociale du régime. Comme la fermeture des dispensaires et des hôpitaux, alors que les magnats du mobutisme se font soigner à l'étranger. Le Katanga fut frappé par des grèves qui s'étendirent au Kasai. Le 4 janvier dernier, dans la banlieue populaire de Kinshasa, des affrontements sanglants ont opposé les partisans du MNLC aux troupes de l'armée zaïroise. Et pourtant Kinshasa n'est pas située à la frontière de l'Angola ! Quelle est votre perspective pour la lutte qui a commencé ?

— Le régime de Mobutu fait eau de toutes parts. Nous pensons qu'il va s'écrouler. Mais Mobutu n'est pas seul. Et nous savons que l'impérialisme est puissant. Mais quels que soient les moyens qu'il utilise, qu'il sache que nous combattons jusqu'à la victoire finale. (...) Le FNLC mène la lutte pour un Etat indépendant et démocratique, qui restaurera toutes les libertés fondamentales, sans discrimination ethnique, régionale, philosophique, sexuelle ou autres. (...)

## SOWETO IL Y A 1 AN

C'est parce qu'il y a bientôt un an, le 16 juin 1976, la jeunesse sud-africaine de Soweto manifestait son refus d'un enseignement "séparé" à la mesure de l'apartheid et se heurtait à la répression meurtrière d'un régime raciste minoritaire,

C'est parce qu'en refusant toute ségrégation dans l'enseignement, étudiants et écoliers d'Afrique du Sud, par dizaines de milliers, exprimaient le refus de la population noire de s'intégrer à la politique d'apartheid,

C'est parce que ce refus de l'apartheid est le refus de la surexploitation, de l'absence de libertés élémentaires et de droits politiques et syndicaux,

C'est parce que les soulèvements de Soweto, et tout ce qui a suivi : les grèves de solidarité des travailleurs noirs, l'appui de la population métissée à la lutte de libération noire, sont les signes d'une nouvelle période qui s'ouvre dans l'histoire du mouvement de libération en Afrique du Sud,

Ce sont pour ces raisons que nous appuyons l'appel qui suit, lancé il y a quelques semaines par des anciens dirigeants du mouvement étudiant de Soweto :

### L'appel des étudiants de Soweto

"Le 16 juin 1977 sera le premier anniversaire des manifestations de Soweto qui amorcèrent une série de luttes du peuple noir opprimé d'Afrique du Sud et qui se poursuit aujourd'hui. Des milliers de personnes ont subi la main brutale des forces répressives sud-africaines depuis lors : des centaines ont été tuées, des milliers blessées, poussées à l'exil, et un grand nombre crouissent en prison. Nous membres du Conseil exécutif des étudiants de Soweto qui organisa les premières manifestations, lançons un appel aux peuples progressistes du monde pour marquer cet anniversaire par des manifestations de solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud et contre toute forme d'aide au régime d'apartheid de Vorster."

Tsietsi Mashinini, président du SSRC (exilé)  
Barney Mokatle, secrétaire du SSRC (exilé)  
Selby Semela, trésorier du SSRC (exilé)  
Khotsei Seatholo, président du SSRC (contraint à l'exil après Mashinini)

Cet appel doit maintenant circuler en Suisse pour recevoir un maximum d'appuis de la part d'organisations politiques, syndicales, culturelles, ainsi que de personnalités. A ce jour et outre notre organisation, la Campagne anti-outspan, lors de sa récente assemblée romande, a décidé de la soutenir.

Pour la centralisation des signatures en Suisse romande ; prière d'adresser une copie à : Jean-Michel Dolivo, rue des Prés 80B, 2 503 Bienne; ou alors directement à : Assistant Secretary, African Students Union, Flat 5, 123 Greecroft Road, London NW6.

Edmund Baluka, 45 ans, travaille 12 ans (jusqu'à fin 72) dans le chantier naval "Adolf Warski".

En décembre 1970, il dirige le comité de grève de ce chantier naval. Rappelons l'importance de ce mouvement gréviste : ce sont les luttes de la Baltique (Gdansk, Gdynia, Szczecin, etc...) qui renverseront le gouvernement et la direction du Parti de Gomulka, issues de la période de "destalinisation" d'après 1956. Une hausse des prix des biens alimentaires fut à son origine. En janvier 1971, il est l'artisan de la seconde grève qui affronte alors l'équipe Gierek nouvellement installée. Il joue à nouveau un rôle dirigeant dans le comité de grève.

En déboutant la direction Gomulka, la "nouvelle" direction du Parti et de l'Etat concédait un certain nombre de revendications dans le but d'isoler et d'enliser le conflit qui opposait le régime bureaucratique aux travailleurs de la Baltique (afin de pouvoir les réprimer ensuite).

Comprenant ce danger, Baluka et ses camarades relançaient un mouvement de grève avec occupation qui obligea Gierek à venir négocier sur place, dans les chantiers navals. Il s'agissait également d'éviter des réactions désordonnées de travailleurs en butte à de multiples provocations.

Conscient du danger que ce mouvement ne s'éteigne en feu de paille, Edmund Baluka se battit pour la transformation du Comité de grève en une commission permanente de contrôle ouvrier sur l'application des 12 revendications du mouvement.

Cet organe jouissait alors de la très large confiance des travailleurs de son chantier naval et de toute la région ; à telle enseigne que la bureaucratie du Parti, de l'Etat, du Syndicat préféra tenter d'intégrer ce mouvement aux structures syndicales plutôt que de le briser.

En septembre 1972, Baluka était élu président du syndicat régional

de la métallurgie (250 000 travailleurs). C'est à ce titre qu'il fut délégué au 7ème Congrès des Syndicats Polonais qui se tint du 15 au 18 octobre 1972.

Il fut alors convoqué par un de ces ministres qu'il avait houspillés au Chantier Naval Adolf Warski, qui chercha à le corrompre : comme ouvrier qualifié, il gagnait 3 500 zlotys par mois ; il lui offrit 10 000 zlotys/mois et puis une prime trimestrielle de 4 000 zl. et encore 50 000 zl./an pour ses frais de représentation ! Voilà pour le salaire, quelques privilèges s'y ajoutaient : appartement, voiture avec chauffeur,... DES FEMMES !

Militant ouvrier, c'est avec dégoût qu'il rejeta ses propositions.

La tenue de ce 7ème Congrès avait été avancée de 18 mois, en raison justement des luttes de la Baltique. L'anecdote ci-dessus éclaire la volonté de la direction en place. Quel contenu politique pourraient donc évoquer ces tripotages ?

Au Congrès, en tant que travailleur syndiqué, Gierek prit la parole. Le Premier Secrétaire du Parti Ouvrier Unifié Polonais exigea des délégués présents un vote statutaire qui soumette explicitement le syndicat au contrôle du Parti.

Baluka, seul parmi les 2 820 délégués présents, refusa cette capitulation : il intervint à la Tribune du Congrès, expliquant ainsi son refus : mandaté par les travailleurs sur un programme de lutte, il ne saurait accepter la soumission au Parti dont la politique anti-ouvrière a été à l'origine du conflit. Elu comme représentant syndical par ses camarades, il ne saurait admettre les diktats de la direction du Parti par-dessus la tête de ceux-ci. Il fut immédiatement chassé du syndicat, de son travail et réduit à la famine. Grâce à la solidarité active de ses camarades, il pourra s'enfuir du pays le 28 février 1973.

Militant ouvrier, depuis, il a passé ces années d'exil en usine dans différents pays européens.



photo la brèche

Interview d'Edmund Baluka, dirigeant des grèves de la Baltique en 1970 - 71

# Ouvriers contre bureaucrates



Le siège du Parti à Radom, durant les émeutes ouvrières de juin 1976

**Question :** *Peut-on établir un parallèle entre les grèves de la Baltique de 1970-1971 et les émeutes de l'été 1976 (Radom, Ursus, etc...) ? Y a-t-il eu l'évolution du premier mouvement au second ?*

**Réponse :** Pour commencer, il est important de rappeler les conditions historiques qui forment le passé de la classe ouvrière polonaise.

Avant 1939, la Pologne est un pays très faiblement industrialisé, sa classe ouvrière est donc faible socialement. En 1938, déjà, Staline a fait exécuter de nombreux dirigeants communistes. Sous l'occupation nazie, la grande majorité des militants est assassinée.

C'est après la Seconde Guerre Mondiale seulement que commence l'industrialisation massive et ainsi la recomposition sociale de la classe ouvrière.

Des milliers de paysans rejoignent les villes, constituant ainsi une classe ouvrière très peu politisée : ils entrent à l'usine sans aucun bagage de luttes, sans traditions... De plus, le régime bureaucratique se donnera comme un de ses buts principaux l'atomisation de la classe ouvrière : empêcher sa conscientisation, sa politisation, éviter son unification, ses formes d'expression : elle représente une menace pour ces régimes.

Voilà pourquoi jusqu'en 1970 (Szczecin, Gdynia, Gdansk...), il ne s'est jamais produit d'explosion ouvrière véritable mais seulement une lente cristallisation.

Les événements de décembre 1970 et janvier 1971 représentent une très importante victoire : ils permettent à la classe ouvrière de prendre conscience de sa force. Mais le gouvernement, tout en améliorant les conditions de vie des travailleurs, n'en recourt pas moins à

une répression sélective contre les éléments actifs du mouvement (emprisonnements, licenciements, exil forcé, etc...) pour désamorcer l'espoir que ses concessions avaient pu faire naître. De plus, dans les mois suivant la secousse, expression du régime bureaucratique, il réadopte progressivement l'ensemble des caractères du gouvernement précédent, notamment en renforçant la centralisation du pouvoir.

Cependant, la classe ouvrière polonaise ne sera jamais disposée à accepter le régime bureaucratique, preuve en sont les événements de Radom et d'Ursus de 1976.

Comment Gierek a-t-il pu réaliser cette amélioration des conditions matérielles ? En procédant à des emprunts auprès des pays capitalistes, totalisant 9 milliards de \$. Il est important de noter ici qu'une politique d'investissement plus judicieuse, qui ne dépende pas d'une planification bureaucratique, aurait pu éviter les effets négatifs à long terme sur l'économie polonaise de ces emprunts, contribuant ainsi à un redressement de l'économie polonaise. Si cela n'a pas été le cas, c'est que la politique d'investissement dépend du tribut payé à la bureaucratie soviétique par son homologue polonaise. C'est aux travailleurs qu'on demande en juin 1976 de faire les frais de cette mauvaise gestion gouvernementale par une augmentation de 45 o/o sur les produits alimentaires. C'est en 1976 justement que tombaient pour la bureaucratie polonaise les premières traites de ses emprunts !

En Pologne actuellement, le régime bureaucratique exerce ses fonctions sans plus et l'initiative est aux mains des travailleurs, des intellectuels, des étudiants. La classe ouvrière polonaise sait qu'entre la doc-

trine Brejnev et les bourgeoisies de l'Ouest existe une entente, et qu'en cas de révoltes en Europe Orientale, ces bourgeoisies apporteraient leur appui au régime bureaucratique (le statu quo est une nécessité aussi vitale pour la bourgeoisie que pour la bureaucratie). Le rapport des forces dans les pays de l'Est entre classe ouvrière et bureaucratie est comparable à un jeu de poker où le joueur observe la mimique de son adversaire pour savoir ce qui risque de se passer.

La classe ouvrière sait que tout régime bureaucratique a Brejnev derrière lui, mais qu'elle-même, elle a l'unité d'action comme atout, avant que les cartes ne soient mises sur table. Quand va commencer le jeu... ? La classe ouvrière et les partis de gauche à l'Ouest jouent un rôle important par le soutien qu'ils peuvent apporter. La classe ouvrière polonaise n'attend plus rien des gouvernements capitalistes. Elle attend la solidarité du mouvement ouvrier occidental.

Le 24 juin 1976, le décret annonçant cette hausse est publié. Les ouvriers polonais, forts de leurs expériences de 1970 réagissent violemment. Le 25 juin, les travailleurs de la ville de Radom — 40 000 — arrêtent le travail, ils se retrouvent devant la Maison du Parti, qu'ils incendient. Le même jour, les travailleurs de l'usine d'Ursus — 25 000 — entrent en grève : ils déboulonnent les rails et bloquent ainsi la totalité

du trafic ferroviaire polonais. Parmi d'autres exemples, je signale encore la grève des 20 000 ouvriers de Polski Fiat. Le 25 juin est une journée de lutte pour toute la classe ouvrière polonaise. Le 26 au matin, le Premier Ministre Jaroszewicz annule l'augmentation des prix.

**Q. :** *Quelles modifications amène-t-elle à l'échelle générale des bureaucraties de l'Est — l'existence de structures permanentes de l'opposition : Comité de Défense des Ouvriers (Pologne), Charte 77 (Tchécoslovaquie), Groupe pour la Surveillance de l'Application des Accords d'Helsinki (URSS) ?*

**R. :** Jusqu'en 1970 environ, le régime bureaucratique a exercé un pouvoir sans contrôle possible sur la classe ouvrière. Les révoltes de celle-ci étaient étouffées dès leur naissance. En 1976, les travailleurs ont montré qu'ils étaient capables de s'opposer de façon décisive à ce système. La Charte 77 est une réponse du même type en Tchécoslovaquie, alors que c'est le pays où l'opposition est la plus étouffée et contrôlée, à la suite d'août 68.

En 1970, les ouvriers polonais sont descendus dans les rues de la Baltique. Les étudiants et les intellectuels n'ont pas répondu à cet appel, car ils disaient qu'en 1968 les ouvriers n'avaient pas réagi à la révolte estudiantine. Ainsi, le lien entre étudiants et classe ouvrière ne s'est pas fait.

Mais en juin 1976, pour la première fois en Pologne et en URSS, a lieu une synchronisation des luttes de la classe ouvrière, des intellectuels et des étudiants, ces derniers ayant joué un rôle important.

**Q. :** *Vu l'importance de cette nouvelle opposition organisée, jouissant d'une large audience dans la population, ne penses-tu pas que la bureaucratie s'accrochera avec un acharnement redoublé au maintien du statu quo en Europe ? Que penses-tu de la prochaine Conférence de Belgrade ?*

**R. :** Pour moi, la Conférence d'Helsinki ou la Conférence de Belgrade jouent le même rôle que jouait la Sainte Alliance avant 1914 (Autriche, Prusse, Russie) : une bande de flics chargés du maintien de l'ordre.

Plus précisément, il ne faut pas oublier que c'est le régime de Brejnev qui est à l'origine de la Conférence d'Helsinki. Ce régime, c'est justement celui qui étouffe le plus l'opposition. Il essayait, avec cette opération, de légitimer sa répression : si les régimes capitalistes, les Etats-Unis de Ford en tête, se sont empressés de répondre à cette initiative, c'est qu'ils y voyaient un moyen de maintenir le statu quo en Europe.

**Q. :** *Quelles sont les perspectives que le CDO (Comité de Défense des Ouvriers) propose aujourd'hui aux travailleurs polonais (notamment*

*en relation avec la naissance d'un regroupement pour les droits démocratiques dont on a entendu parler ces derniers temps) ?*

**R. :** Je précise d'abord que le Comité de Défense des Droits de l'Homme est né à l'intérieur même du CDO, à l'initiative d'un certain nombre de ses membres. Le CDO s'était constitué pour obtenir la libération et le reclassement de l'ensemble des ouvriers réprimés à la suite des événements de juin. Quand ces objectifs seront réalisés, il devra cesser ses activités; le Comité de Défense des Droits de l'Homme vise à reprendre la relève, sa constitution aujourd'hui correspondant de plus à un élargissement de l'activité de ce regroupement d'opposants qui a rendu possible le Comité de Défense des Ouvriers. Ce nouveau Comité ne regroupe de plus aujourd'hui qu'une partie des militants du CDO.

**Q. :** *Le soutien aux luttes des travailleurs, des opposants, polonais, tchèques et russes nous semble essentiel, parce que la classe ouvrière du monde entier traîne comme un boulet l'image déformée du socialisme créée par ces régimes. Quelles sont, à ton avis, les tâches du mouvement ouvrier par rapport à ce problème ?*

**R. :** Cette question résume toute cette interview.

Après 5 ans de séjour dans les pays capitalistes, je constate le tort immense que cause à la classe ou-

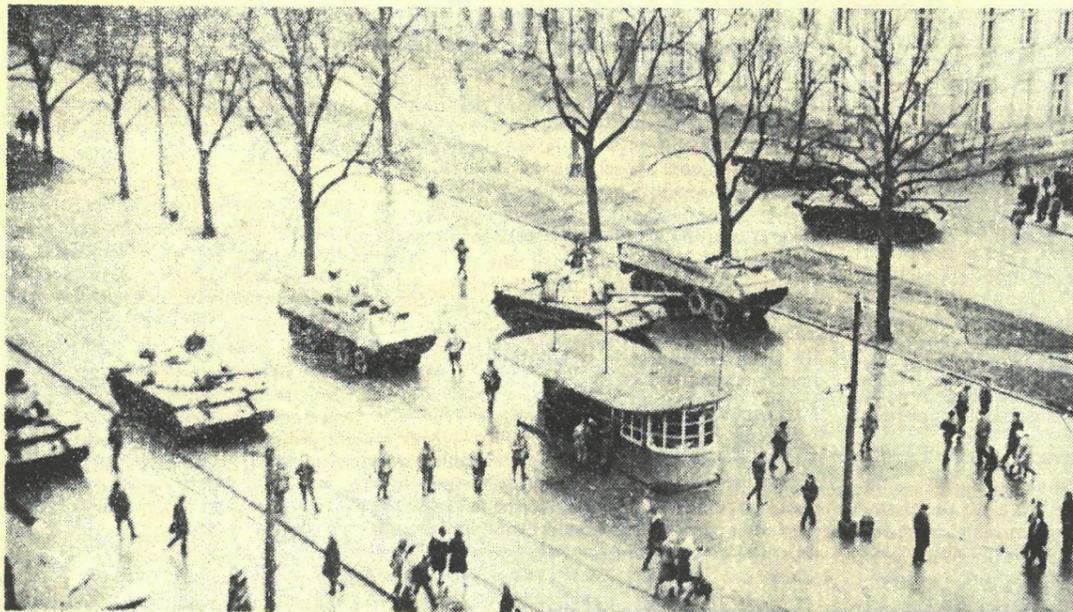
vrière en général comme à ses possibilités d'union, l'information déformée sur la situation dans les pays de l'Est. La lutte de la classe ouvrière des pays de l'Ouest contre la bourgeoisie exige une claire compréhension de la nature des régimes de ces pays. De même, il est important pour les travailleurs des pays de l'Est de connaître l'état actuel des luttes à l'Ouest.

Notre activité — la mienne comme la vôtre — doit contribuer à développer ce mouvement : toute prise de contact dans un sens comme dans l'autre est un pas en avant. La classe ouvrière des pays capitalistes doit comprendre que les ouvriers des pays de l'Est défendent le socialisme puisque ce qu'ils sont en train de vivre n'est pas le socialisme mais un régime de terreur !

La démolition du rideau de fer par les travailleurs me semble être un objectif essentiel : elle seule pourra permettre la circulation des idées et des personnes. Il faut comprendre que si notre travail peut développer une solidarité ouvrière dans les pays capitalistes, la répression que subissent les travailleurs de l'Est rend presque impossible aujourd'hui un travail de ce type dans ces pays.

Pour cette raison, tout ce qui peut être fait ici est essentiel. Toute information qui peut traverser le rideau de fer compte !

*interview réalisée par B. D., H. D., et M. M.,*



## Genève, 20 avril Baluka au premier meeting public du Comité de solidarité avec les opposants des Pays de l'Est

Mercredi 20 avril, s'est tenu à Genève le premier meeting du Comité de Solidarité avec les Opposants des Pays de l'Est. L'orateur invité, Edmund Baluka, ouvrier polonais en exil, a retracé la lutte des travailleurs polonais jusqu'aux événements de l'été 1976 et à la création du Comité de Défense des Ouvriers. Plus de 200 personnes ont assisté à ce meeting. Ce chiffre montre l'audience que rencontre dans la gauche genevoise la lutte pour le rétablissement du pouvoir des travailleurs dans les Etats sous domination bureaucratique. Le débat qui suivit illustre cette préoccupation; il porta sur le niveau d'organisation autonome des travailleurs polonais et sur le rôle des Accords d'Helsinki.

Le Comité de Solidarité avec les Opposants des Pays de l'Est regroupe des individus de gauche et d'extrême-gauche approuvant sa déclaration de principe (publiée dans la Brèche no 156). Son but est d'élar-

gir dans le mouvement ouvrier le débat sur la démocratie ouvrière. Le régime stalinien a causé le plus grand tort à la révolution prolétarienne. En confisquant le pouvoir des travailleurs, il anéantissait les formes de démocratie les plus avancées qu'avaient impulsées les conseils ouvriers : trahissant le bolchévisme, la bureaucratie stalinienne lui a donné l'image d'un totalitarisme policier. C'est pourquoi, la solidarité concrète avec les opposants des pays de l'Est et le débat le plus large dans le mouvement ouvrier sur la démocratie ouvrière est dès aujourd'hui une nécessité de premier ordre. Les appels ne se comptent plus, venant d'opposants des Pays de l'Est aux partis communistes et à la gauche révolutionnaire. Tous demandent la solidarité unie du mouvement ouvrier; le Comité de Solidarité avec les Opposants des Pays de l'Est s'en réclame. Son exemple est à reprendre.

correspondant Genève



Le comité de grève des chantiers navals de la Baltique en 1970. (On reconnaît, au 2ème rang, 4ème à partir de la droite, Edmund Baluka.)

### Rectificatif

Chers camarades,

Nous vous demandons de bien vouloir publier le rectificatif suivant :

Le Comité de Solidarité avec les Opposants des Pays de l'Est s'est constitué le mercredi 16 mars à l'initiative et sur la base d'un appel lancé par des militants de gauche inorganisés, des membres du Parti Socialiste, du Parti du Travail et de la Ligue Marxiste Révolutionnaire.

Nous tenons à souligner que le chapeau précédent la "Déclaration de Principe" du Comité dans le numéro 156 ne restitue pas la réalité et c'est pourquoi nous pensons important que vous publiiez ce rectificatif.

Des militants de la Ligue, membres du "Comité de Solidarité avec les Opposants des Pays de l'Est"



Jean Dubuffet : "L'art ne vient pas coucher dans les lits qu'on a faits pour lui"...

# Art brut et

Dans la rue, en ce 1<sup>er</sup> mai, jaillissent les calicots. La protestation ouvrière scande la revendication sur l'emploi, les salaires, la sécurité sociale ou plus généralement le cadre de vie. Certains cortèges sont tempérés par la mollesse réformiste, d'autres manifestent davantage d'insolence ou d'impatience...

Et l'art ? Voici de bien longues années qu'il a déserté les cortèges ouvriers... Comme le symbole de ce divorce entre l'exigence politique du mouvement ouvrier et celle d'une culture, d'un art renouvelé de fond en comble.

Ces deux pages consacrées à l'art brut tentent de montrer, avec nos modestes moyens, que du côté des révolutionnaires cette exigence n'est pas morte.

## Qu'est ce que l'art brut ?

Le peintre J. Dubuffet, rassembleur patient et passionné des oeuvres qui forment aujourd'hui la Collection de l'art brut le définit mieux que personne : "Nous entendons par là des ouvrages exécutés par des personnes indemnes de culture artistique dans lesquels donc le mimétisme, contrairement à ce qui se passe chez les intellectuels, ait peu ou pas de part, de sorte que leurs auteurs y tirent tout (sujets, choix des matériaux, mise en oeuvre, moyens de transposition, rythmes, façons d'écriture, etc.) de leur propre fond et non pas des poncifs de l'art classique ou de l'art à la mode. Nous y assistons à l'opération artistique toute pure, brute, réinventée dans l'entier de toutes ses phases par son auteur, à partir seulement de ses propres impulsions. De l'art donc où se manifeste la seule fonction de l'invention, et non celle, constante dans l'art culture, du caméléon et du singe"<sup>1</sup>.

Ces personnes "indemnes de culture artistique" sont des prolétaires, des femmes, des "fous" et des vieillards. Leur statut social a épargné un encadrement socio-culturel par trop sclérosant.

L'art brut n'est pas seulement un art visuel. Produit de toute la sensibilité de son créateur, il s'adresse bien plus aux sens qu'à l'appréhension rationnelle. Là, l'oeuvre naît d'une étroite confrontation entre l'impulsion créatrice et le matériau qui lui résiste; et sans projet pré-établi de l'artiste. Tous deux se transforment mutuellement dans le processus créatif. D'ailleurs les matériaux, dans l'art brut, jouent un rôle de premier plan. Ils appartiennent, le plus souvent à l'environnement quotidien de l'artiste et sont d'une extrême diversité : mie de pain, papier d'emballage, coquille d'oeufs ou pierres communes, etc... Significativement la peinture sur chevalet est absente !

### Art brut et subversion culturelle

Par l'origine sociale de ses créateurs, par le processus même de ses créations, l'art brut choque le visiteur imbibé de la culture dominante. Pour nous qui, sur le front de la lutte des classes, menons un combat pour une société socialiste qui désaliène l'individu, l'art brut interroge : est-il un jalon sur le chemin de la libération culturelle des opprimés ? ou n'est-il que l'ultime refuge de la création authentique loin — mais pour combien de temps ? — de la normalisation dispensée par l'éducation et les mass media ? L'extrême individualisme qui préside à la créativité dans l'art brut relègue-t-il une démarche collective, de contestation culturelle au second plan ? Mais encore, il interroge le mouvement ouvrier dans son rapport à la culture dominante. Ce dernier ne s'est-il pas souvent fait le valet des valeurs et des formes que l'art brut subvertit ? C'est de tout cela, sans conclure et afin d'ouvrir une patiente réflexion, que nous avons voulu nous entretenir avec Michel Thévoz, conservateur de la collection d'art brut à Lausanne.

P. H.

(1) L'Art brut préféré aux arts culturels, in Prospectus et tous écrits suivants, Gallimard, 1967, vol. 1, p. 199.

## Entretien avec Michel Thévoz, conservateur de la collection de l'art brut (Lausanne).

### Art et gens du commun

**La Brèche :** Dans sa préface à votre ouvrage, J. Dubuffet écrit : "Il se pourrait que la création, avec tout ce qu'elle réclame de libre invention, se manifeste au contraire à plus haute tension dans la foule anonyme — je souligne — des gens du commun que dans les milieux qui prétendent en détenir le monopole"<sup>1</sup>. Or, les créateurs d'art brut, somme toute des marginaux, ne sont-ils pas précisément des gens hors du commun ?

**M. Thévoz :** J. Dubuffet est certainement un peu elliptique. Je trouve plus juste, et plus paradoxale aussi, une autre chose qu'il a dite. Un jour, un journaliste lui demanda ce qu'il cherchait à faire lui, J. Dubuffet, avec sa peinture. Dubuffet lui répondit : "Je cherche à peindre comme tout le monde !". Et le journaliste lui a aussitôt fait remarquer qu'il peignait comme personne. Dubuffet rétorqua : "Oui, mais je suis précisément le seul homme au monde à peindre comme tout le monde.". Cela signifie que les ressources artistiques des gens du commun sont pour le moment potentielles et qu'elles ne peuvent se faire valoir que dans des cas limites, marginaux. Le fait est qu'il n'existe pas actuellement un art populaire inventif.

### Ecole pour les extravagances de l'art

Du côté de l'art culturel, on a affaire à un art fortement institué. Il y a tout un réseau de détection de l'art, de formation artistique, d'encadrement, de solennisation. Même si dans ce réseau, les plus grandes extrava-

gances sont tolérées, voire encouragées, elles sont très vite institutionnalisées. Elles font école et deviennent académiques.

### Art brut, art des exclus de la culture

Tandis que dans l'art brut, on a affaire à des explosions fortement individualistes, d'un caractère absolument marginal, vraiment inventives, c'est-à-dire ne devant rien à aucune tradition ni à aucune mode, et complètement débranchées du milieu sophistiqué des amateurs d'art. Les auteurs de tels travaux sont toujours des exclus de la culture. Certes, l'art brut ne réalise pas le fantasme d'un "art ouvrier", c'est-à-dire la revanche massive d'une classe jusqu'ici exploitée et méprisée. L'art brut a un caractère beaucoup trop individualiste pour que l'on puisse lui plaquer tel quel le schéma de la lutte des classes. On constate néanmoins que, statistiquement, les auteurs d'art brut appartiennent aux milieux, aux groupes, aux classes sociales, qui, depuis des siècles, ont été tenus à l'écart de la culture : les prolétaires, les femmes, les vieillards. Et, bien sûr, dans ces trois groupes, les rebelles, dont la déviance a été sanctionnée par la détention pénale ou psychiatrique.

Il est vrai que, depuis quelques décennies, on trouve de moins en moins de travaux inventifs dans les hôpitaux psychiatriques : ceux-ci sont devenus, à l'Ouest comme à l'Est, les centres expérimentaux de la normalisation mentale; les camisoles chimiques, substituées aux camisoles de force, ont eu raison des déviants. En revanche, les vieil-

lards prennent depuis ce même temps une place prédominante dans l'art brut. Le discours de la vieillesse se substitue au discours de la folie; le discours de ceux qui, mauvais producteurs et mauvais consommateurs, ne représentent rien pour l'éthique actuelle du profit, et que, pour cette raison, on écarte, on concentre dans des établissements de réclusion à la périphérie des villes, comme les fous autrefois. Compte tenu de cette substitution, l'art brut reste l'expression de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Vous verrez cet été dans notre prochaine exposition consacrée aux acquisitions récentes que la moyenne d'âge des créateurs est de 70 ans.

### Création individuelle ou collective

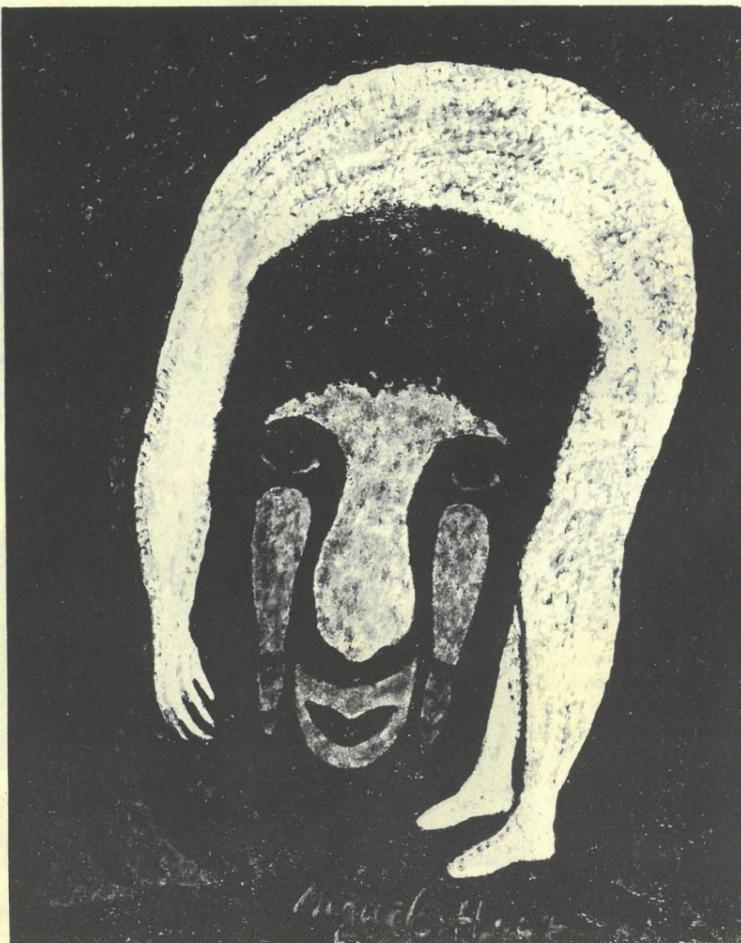
**La Brèche :** A la fin de votre ouvrage, dans le chapitre des "hypothèses", vous entrevoyez deux issues à la création artistique. D'un côté, vous écrivez : "Il se peut que sur les ruines de la culture une création d'art renaissance, orpheline, populaire, étrangère à tout circuit institué et à toute définition sociale, foncièrement anarchiste, intense, éphémère, dégrévée de toute idée de génie personnel, de prestige, de spécialisation, d'appartenance ou d'exclusion, de clivage entre la production et la consommation..."<sup>2</sup>. D'autre part, une hypothèse, selon vous plus probable, d'uniformisation et de sclérose de toutes créations à travers ce que vous appelez la "mass-médiatisation" de la vie sociale. Vous essayez de poser un jalon entre la pratique de l'art brut, et celle, peut-être de demain, où l'art culturel sera complètement subverti. N'est-ce pas là une gageure, dans la mesure où l'art brut est un art fortement individualisé, lié à aucune expérience de contestation sociale, puisqu'il est le fait de gens en repli de la société ?

**M. Thévoz :** Si je résume cette question, cela revient à dire : est-ce que la création artistique authentique est condamnée à être individualiste ou bien est-ce que l'on ne peut pas envisager le cas d'une création qui se renforcerait en devenant collective, à l'instar de la révolution politique ? Il est difficile de donner une réponse qui ne serait qu'un pronostic. Il y a tout de même une chose que l'on peut constater, c'est que maintenant on a derrière nous une tradition révolutionnaire sur le plan politique qui s'est réfléchi, qui a pris des aspects véritablement internationaux, tandis que sur le plan culturel, il n'y a pas eu une réflexion, et encore moins une pratique, à ce niveau collectif. J'entends que si des révolutions sociales ont eu lieu, elles n'ont pas encore, à mon avis, produit de révolution culturelle...

### Pas de tradition démocratique en art

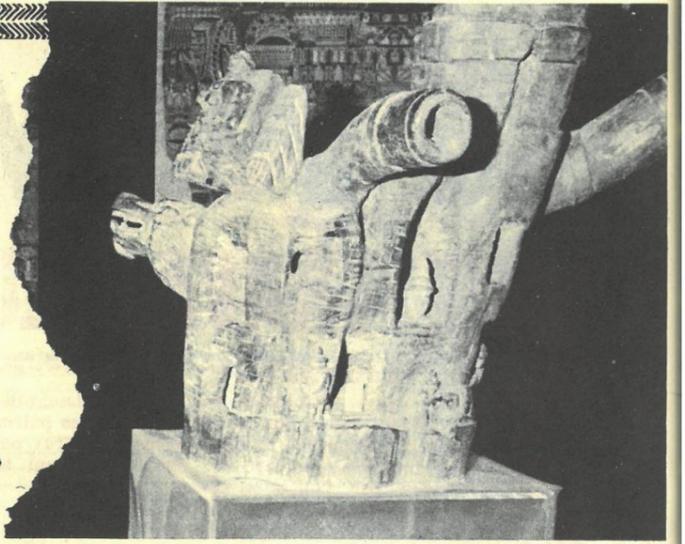
**La Brèche :** ... il y eut des prémices intéressantes dans les premières années de la révolution russe, avec Maïakovski, l'art de propagande ou même le proletkult...

**M. Thévoz :** ... Oh ! bien éphémères ! On peut dire que le peuple au pouvoir n'a fait finalement que se distribuer démocratiquement les valeurs culturelles établies par la bourgeoisie, sans les modifier. On est encore, aujourd'hui, dans la préhistoire d'une pratique démocratique de la culture.

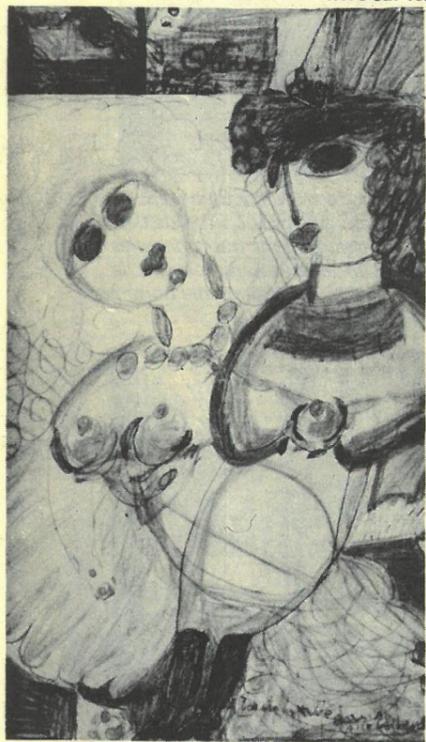


Hernandez

# subversion culturelle



Avant de s'occuper de la Collection de l'art brut, Michel Thévoz a été enseignant, musicien de jazz et conservateur au Musée des Beaux-arts de Lausanne. Il a écrit un ouvrage sur Louis Soutter ou l'écrivain du désir (1974), suivi du Catalogue raisonné de l'oeuvre de Louis Soutter (1976) aux Editions de l'Age d'Homme, à Lausanne, ainsi que l'Art Brut (1975) aux éditions Skira. Il prépare maintenant un livre sur les Ecrits bruts.



Aloïse

Cela dit, je serais bien incapable de dire si, du point de vue de la création, elle peut prendre un tour collectif ou si elle doit fatalement rester individualiste.

## Création collective et liberté surveillée

Ce que j'aimerais dénoncer en tout cas, ce sont les tentatives de créations collectives qui se sont faites artificiellement, indépendamment de toute transformation sociale réelle. Je crois qu'une tentative de création collective, dans le système actuel, ne peut être qu'en liberté surveillée, et finalement paternaliste... Un peu comme ces municipalités qui mettent à disposition des contestataires des murs où l'on peut faire des graffitis... Je constate que les seules créations vives, culturellement contestatrices sont individualistes, qu'elles ont un caractère anarchique, asocial.

## Récupération ?

**La Brèche :** Certains<sup>3</sup>, voient dans la mise sur pied d'un musée d'art brut une mise à mort de ce que cet art brut porte de contestataire à l'art culturel, bref une entreprise de récupération.

**M. Thévoz :** Effectivement, la mise en musée de l'art brut est contradictoire; mais il faut admettre d'emblée que nous sommes tous amenés à la contradiction. Le tout est de rendre cette contradiction vivante...

En ce qui concerne le musée d'art brut, nous avons essayé de le faire le plus innocent possible; c'est-à-dire une machine à conserver et à montrer les oeuvres : ce sont des travaux délicats dont il faut assurer les meilleures conditions de conservation et exposer de la manière la plus publique possible, sans théâtralité. C'est un musée municipal qui appartient à la population lausannoise qui en assume les frais. En outre, J. Dubuffet a claire-

ment donné la signification de cette collection : elle se veut contestatrice par rapport à la culture instituée. Les animateurs contribuent à développer ce caractère anti-culture de la collection. Il n'y a là aucune ambiguïté, je crois.

## Un musée différent pour les visiteurs...

**La Brèche :** Quelles relations établissez-vous avec les visiteurs et comment enrichissez-vous la collection ?

**M. Thévoz :** L'une des choses les plus satisfaisantes et les plus rassurantes, pour nous, ce sont les réactions des différents types de visiteurs. On pouvait craindre, au départ, que cette collection ne s'adresse qu'à la fraction la plus sophistiquée des amateurs d'art; or, c'est tout l'inverse qui est vrai. Les gens qui manifestent le plus de résistance face à cette collection sont des intellectuels, des gens cultivés et qui ont tous des appréciations stéréotypées : "C'est une récupération", disent-ils goguenards et presque ravis ! Ou alors, ils nient qu'il existe une spécificité de l'art brut et ne comprennent pas qu'un musée lui soit exclusivement consacré. Tandis que les gens les moins cultivés, les gens du commun, au sens positif du terme, nous indiquent par leurs réactions combien ils saisissent les particularités de cette forme de création : "Je ne savais pas que de telles choses existaient; d'habitude, je m'ennuie dans les musées", entend-on très souvent.

Les gens qui ont une connaissance pratique des choses, ne serait-ce que des matériaux, du bricolage, sont souvent mieux à même de comprendre le processus de création de l'art brut. Tandis que la référence à l'histoire et aux écoles d'art est superflue, malvenue. C'est pourquoi la vulgarisation, qui apparaît à la fois nécessaire et paternaliste dans les autres musées, est ici tout à fait inutile. Nous ne faisons pas de visites guidées, ni de conférences. Nous avons plutôt pris le parti de faire des entretiens avec les visiteurs au milieu de l'après-midi. Nous expliquons brièvement les principes qui ont présidé aux choix de ces oeuvres puis nous lançons la discussion. Très souvent, celle-ci est très animée, parfois conflictuelle.

## ...et les autres

Sur le plan de l'enrichissement de la collection, nous travaillons aussi selon des méthodes différentes. Le musée culturel travaille selon des réseaux institués : galeries, ateliers, critiques d'art... Tandis que dans le cas de l'art brut, c'est beaucoup plus informel; nous découvrons des oeuvres grâce à nos relations d'amitié. Telle personne nous signale, tout à coup, tel cas qu'elle connaît. Cela n'a jamais le caractère d'une opération commerciale. On nous fait un cadeau. Nous en faisons un à notre tour. Nous avons ainsi des relations très vivantes, toujours passionnantes, même si tous les cas signalés ne sont pas évidemment de l'art brut...

Lausanne, le 7. 4. 1977

Propos recueillis par P. H.

(1) L'Art Brut, de Michel Thévoz, Editions d'Art Albert Skira, Genève, 1975, page 5.

(2) ibid., p. 210.

(3) Ce n'est pas mon cas, P. H.

## Collection d'art brut

La collection d'art brut fut offerte en 1971 par J. Dubuffet à la Municipalité de Lausanne. Depuis plus d'un an la voici rassemblée dans le château de Beaulieu. Conçue comme un musée permanent de l'art brut, on peut y voir, dans certaines de ses salles des expositions temporaires. En ce moment et jusqu'au 5 juin prochain, seront spécialement mises en valeur les oeuvres de H. A. Müller, d'Aloïse et de Wölfli. Ces trois artistes ont en commun d'avoir été internés dans un hôpital psychiatrique et d'y avoir produit la totalité de leurs oeuvres.

La Collection d'art brut, 11 avenue des Bergières à Lausanne, est ouverte tous les jours, sauf le lundi, de 14 h. à 18 h. et le jeudi soir de 20 h. à 22 h.



H. A. Müller

## ALOÏSE (1886-1964)

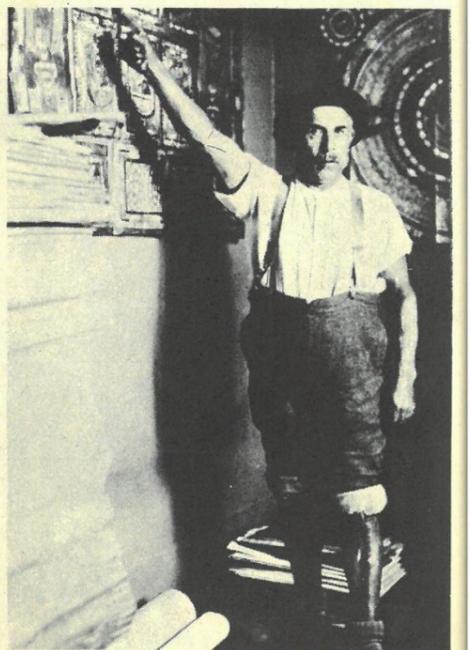
Elle est née<sup>1</sup> à Lausanne. Son père exerçait le métier d'employé des postes. Elle fut très vite contrariée dans sa volonté de faire une carrière dans le chant, malgré la qualité de sa voix. En 1906, elle obtenait un baccalauréat. Tout en restant célibataire, elle exerça le métier de gouvernante qui la conduisit, en outre, à la cour de l'empereur Guillaume II. La guerre interrompit son séjour allemand. De retour en Suisse, elle proclama si haut et fort ses idées pacifistes qu'elle fut internée, en 1918 à l'asile de Cery, à Lausanne, puis à celui de la Rosière où elle passa tout le reste de sa vie. Là, elle commença à dessiner et à partir de 1941 (à 55 ans) ses dessins l'occupèrent passionnément. Jusqu'à sa mort, elle s'y adonna, son unique autre activité étant le repassage du linge de l'établissement.



## WOLFLI ADOLF (1864-1930)

Très tôt, Adolf Wölfli, né dans la région bernoise, connut la rançon de l'injustice sociale. Son père, tailleur de pierre, ivrogne, connut la prison et mourut du délirium. Sa mère, prostituée d'occasion, mourut semble-t-il de maladie. Dès l'âge de 8 ans, sans parents, Wölfli fut placé dans des fermes du canton où il connut la pire des exploitations et le mépris. Un événement marqua sa vie : la rupture d'une relation amoureuse avec une paysanne du coin à la suite d'une intervention du père qui ne tolérerait pas que sa fille fréquentât un valet de ferme. A partir de là, Wölfli commit quelques larcins; puis attentats à la pudeur des fillettes, en se bornant à des attouchements. En 1895, il fut définitivement interné à la Clinique psychiatrique de la Waldau à Berne où il fut mis à l'isolement à cause d'un comportement violent.

C'est à partir de 1899 qu'il entreprit de dessiner, d'écrire et de composer de la musique, avec des partitions de sa propre invention et que nul n'a encore déchiffrées. Son autobiographie fait une pile de près de deux mètres. Sa production ne s'interrompt qu'en 1930, à sa mort.



(1) Nous empruntons ces remarques bibliographiques à l'excellent ouvrage de Michel Thévoz, L'Art Brut, auquel nous renvoyons pour une bibliographie plus complète.

# Le 1er Mai en Suisse: quelle tradition?

## AUX TRAVAILLEURS!

Des affiches, des pamphlets, des appels vous invitent à désertir la manifestation du Premier-Mai organisée par l'Union ouvrière. Il en est constamment ainsi à chaque action virile des ouvriers: Toujours la même bande de politiciens se dresse contre eux. Les mêmes mensonges odieux sont répandus dans la classe ouvrière.

Et cela est logique. Les groupements qui, à Lausanne, ont le cynisme de s'appeler socialistes comprennent, entre autres, des patrons, des négociants, des cafetiers, des entrepreneurs, des avocats et autres parasites. Tous ces exploiters ont intérêt à ce que les ouvriers restent bien tranquilles et se laissent tondre sans jamais protester.

Aussi, si nous jetons un coup d'œil en arrière, nous les avons toujours trouvés alliés avec nos gouvernants pour nous trahir.

A la dernière grève des charpentiers, les politiciens étaient contre les grévistes et le président de l'organisation socialiste du Grutli, un ouvrier, refusa de quitter le travail et fit le renégat durant toute la durée de la grève.

A la dernière grève des menuisiers, les politiciens étaient contre la grève. A ce moment, un patron menuisier présidait aux destinées du Parti socialiste (P) vaudois.

A un mouvement de saïaire des manoeuvres et maçons, les politiciens étaient contre nous parce qu'une grève aurait porté préjudice aux élections qui avaient lieu la même année.

A la dernière grève générale, les politiciens étaient contre nous. On les voyait s'entretenir avec les agents de la sûreté et se assaient en souriant aux mouvements de la cavalerie suisse chargeant les grévistes.

Et dans le gouvernement où les ouvriers les ont envoyés, toujours et en toute occasion, les politiciens sont contre les ouvriers.

Les politiciens socialistes ont voté des augmentations aux gendarmes et aux agents de la sûreté.

Les politiciens socialistes ont voté les crédits nécessaires à l'entretien des troupes qui ont protégé les intérêts des capitalistes pendant la dernière grève générale.

Les politiciens socialistes ont demandé la création d'une école de maçons réservée exclusivement aux jeunes gens du pays, contribuant ainsi à les exciter contre les ouvriers italiens.

Les politiciens socialistes ont demandé aux autorités de réserver le travail de l'Etat aux ouvriers du pays, au mépris des principes socialistes internationaux.

Les politiciens socialistes ont demandé une meilleure répartition du travail des agents de police.

Les politiciens socialistes, dans le boycott de la "Tribune de Genève", ont pris parti pour les capitalistes contre les ouvriers, pour les jaunes contre les syndiqués.

Les journaux politiciens socialistes, dans nos grèves, publient des annonces de patrons cherchant des renégats.

Toujours les politiciens sont contre la classe ouvrière. Pour de l'argent, ils acceptent des jaunes dans leurs rangs. Pour de l'argent, ils soutiennent les capitalistes. Ils sont vendus à qui veut les acheter. Et ils ne reculent devant aucun mensonge devant aucun faux, pour tromper la classe ouvrière.

Les ouvriers ne peuvent rien avoir de commun avec ces trafiquants du socialisme. Ils ne peuvent manifester avec des patrons, des entrepreneurs, des négociants ou des avocats. Aussi, le Premier-Mai ils s'uniront à leurs frères exploités de tous les pays et participeront à la manifestation internationale organisée par l'Union ouvrière. Dimanche, à 1 heure et demie:

**TOUS A LA PLACE DU TUNNEL**  
LE COMITÉ DE L'UNION OUVRIÈRE.

1910: deux manifestations séparées pour le 1er Mai à Lausanne. L'affiche de l'Union Ouvrière est d'une rare violence contre les socialistes. Jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale, l'Union Ouvrière, à Lausanne comme dans la plupart des grandes villes de Suisse, disposait d'une très large audience dans la classe ouvrière. Lutte pour la journée de 8 heures, solidarité internationale sont mises en avant par l'Union Ouvrière, mais l'anarcho-syndicalisme dominant dans cette organisation est bien visible dans des affirmations abruptes.

Mais on ne peut s'empêcher, en lisant cette affiche, d'être frappé de certaines ressemblances... Ainsi, par exemple, le problème de la xénophobie telle quelle est (ou a été) encouragée ces dernières années par le mouvement ouvrier traditionnel, est déjà présent en 1910: il n'est pas encore question de l'appui apporté à une fameuse circulaire de l'OFIAMT, mais... "Les politiciens socialistes ont demandé aux autorités de réserver le travail de l'Etat aux ouvriers du pays, au mépris des principes socialistes internationaux."



1970: comme en 1910, partisans et adversaires de la paix du travail défilent séparément (ici à Lausanne, le cortège des révolutionnaires et de l'émigration). 7 ans plus tard cependant, quelques-uns des mots d'ordre abhorrés par les organisations traditionnelles en 1970 sont repris officiellement par le cortège "officiel" et unitaire (notamment: "la grève, c'est une (nuance!) arme des travailleurs!"). Mais passé le 1er Mai, quelle unité?



1976: en Suisse allemande (surtout dans les grandes villes), les cortèges de 1er Mai sont suivis plus massivement qu'auparavant. (Le tronçon de la LMR à Berne).



1976: 4 décennies plus tard, malgré l'intense débat qui a lieu au sein du mouvement ouvrier (voir la banderole derrière l'orateur), le drapeau suisse est toujours là... (Le 1er Mai 1976 à Lausanne).

1938: Il ya moins d'un an, la paix du travail a été signée. Il y a quelques années que le Parti Socialiste vote à nouveau le budget militaire au Parlement. Paix du travail et défense nationale... Cela donne une croix blanche au milieu du drapeau rouge. Le drapeau suisse fait sa réapparition au cortège du 1er Mai de Zürich en 1938.